

Le conflit frontalier sino-soviétique de 1969 The 1969 Sino-Soviet Border Conflict

Gérard Hervouet

Volume 10, Number 1, 1979

L'analyse comparative des conflits

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700914ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700914ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Hervouet, G. (1979). Le conflit frontalier sino-soviétique de 1969. *Études internationales*, 10(1), 53–89. <https://doi.org/10.7202/700914ar>

Article abstract

The Sino-Soviet conflict of 1969 constitutes part of an historical conflictual continuity between China and the Soviet Union. Three distinct phases have been delimited in this conflict. The approach employed makes it possible to give proper emphasis to the most critical period, that in which the greatest incompatibility in the stated objectives of the two parties occurred. Clearly, the apprehensions of the two States were formulated in terms of perception which enables due consideration of the systemic stakes of the crisis, the territorial aspect of which remained marginal. The density and the types of interaction identified throughout the conflict show the conflict's evolution with precision. As a complement to the application of the comparative analysis of conflict model, the search for domestic factors that could have been determinants of the origins of the border incidents enables a fuller understanding of this crisis.

LE CONFLIT FRONTALIER SINO-SOVIÉTIQUE DE 1969

Gérard HERVOUET *

ABSTRACT – *The 1969 Sino-Soviet Border Conflict*

The Sino-Soviet conflict of 1969 constitutes part of an historical conflictual continuity between China and the Soviet Union. Three distinct phases have been delimited in this conflict. The approach employed makes it possible to give proper emphasis to the most critical period, that in which the greatest incompatibility in the stated objectives of the two parties occurred. Clearly, the apprehensions of the two States were formulated in terms of perception which enables due consideration of the systemic stakes of the crisis, the territorial aspect of which remained marginal. The density and the types of interaction identified throughout the conflict show the conflict's evolution with precision. As a complement to the application of the comparative analysis of conflict model, the search for domestic factors that could have been determinants of the origins of the border incidents enables a fuller understanding of this crisis.

I – LE FIL DES ÉVÉNEMENTS

Le 2 mars 1969 les troupes soviétiques et chinoises se heurtaient en un affrontement sanglant. L'incident armé se produisait à la frontière occidentale des deux États sur une île située sur le fleuve Oussouri. Chen Pao, pour les Chinois, ou Damansky, pour les Soviétiques, le nom de l'île n'aidait en rien la localisation de cet enjeu territorial qui ne recelait aucune richesse particulière et ne représentait aucunement un point stratégique. L'île était déserte ; au printemps à la fonte des glaces, elle était chaque année recouverte totalement par les eaux du fleuve.

Le jour même de l'incident les chancelleries de l'Union soviétique et de la Chine s'adressèrent une note de protestation, chacune qualifiée par les deux parties « d'énergique ». On pouvait lire dans la note soviétique que

...le 2 mars 1969 à 4:10 heures (heure de Moscou) les autorités chinoises ont provoqué un incident militaire à la frontière soviéto-chinoise dans la région du poste frontière de Nijne-Mikhaïlovka (île Damansky) sur la rivière Oussouri¹.

* Professeur au Département de science politique de l'Université Laval.

1. *Pravda*, 4 mars 1969, traduction dans *Notes et Études documentaires*, « Problèmes chinois », n° 9, nos 3606-3607, Paris, 8 juillet 1969, p. 48.

Dans la note chinoise il était en revanche indiqué que

le 2 mars 1969 au matin des gardes frontières soviétiques ayant pénétré dans la région de l'île Chen Pao de la province du Heilongkiang, en Chine, ont tiré sur les gardes frontières chinois et fait de nombreux morts et blessés, provoquant ainsi un conflit armé extrêmement grave à la frontière².

Les deux versions de l'affrontement étaient, comme on pouvait s'y attendre, parfaitement contradictoires. Les deux notes concluaient par des avertissements formulés sur le ton d'une menace à peine voilée dont l'expression volontairement vague ne pouvait toutefois être perçue par chacune des parties comme un ultimatum.

La nouvelle de l'incident eut sur les opinions publiques, plus particulièrement occidentales, tout à la fois l'effet d'une révélation et celui d'une confirmation. Révélation, d'une part, car pour la première fois, il était porté à la connaissance du public un contentieux frontalier dont on soupçonnait mal l'ampleur. Confirmation, d'autre part, car le pas pouvait être vite franchi de voir là les prémisses d'un affrontement de grande envergure dont l'issue apparaissait depuis fort longtemps déjà comme un phénomène inéluctable.

Pour l'observateur averti la controverse frontalière ne constituait aucunement une surprise. Depuis plusieurs années déjà, les violations frontalières avaient contribué à faire se détériorer plus encore les rapports conflictuels entre les deux États. Pour la première fois, cependant, la situation était jugée très sérieuse. Pour la première fois aussi, chacune des parties faisait état de nombreux morts et blessés. La rapidité avec laquelle l'information fut révélée et l'ampleur de la publicité que les Soviétiques surtout accordèrent à l'événement contribuèrent à persuader le monde de la gravité de l'affrontement.

La publicité délibérée donnée à l'incident prenait naturellement toute son importance dans le contexte des relations déjà tendues entre les deux États. De nombreux experts spéculaient déjà sur les raisons profondes qui avaient incité soit l'une soit l'autre des parties à provoquer cet affrontement, lorsqu'on apprit avec plus d'éclat encore que les 14 et 15 mars l'île Chen Pao avait une fois de plus été le théâtre de combats entre troupes soviétiques et chinoises. L'affrontement avait été encore plus violent et meurtrier que le précédent.

Une fois de plus les deux gouvernements s'échangèrent des notes de protestation donnant une version totalement contradictoire des événements survenus. Certains experts notèrent alors que l'incident avait été prémédité par les Soviétiques dans un but de laver l'affront et la défaite enregistrés lors du premier affrontement. Les chiffres des pertes que l'on estima à 60 du côté russe et 800 du côté chinois suffirent à montrer que les combats des 14 et 15 mars donnèrent l'avantage aux Soviétiques³.

2. *Pékin Information*, n° 10, 10 mars 1969, p. 5.

3. S. KARNOW, « China Tones Down Trouble on Border », *The Washington Post*, 22 mars 1969, cité par Harold C. HINTON, « Conflict on the Ussuri : A Clash of Nationalism », *Problems of Communism*, janvier-avril 1971, p. 49.

Fut-il possible dans les jours qui suivirent de déceler un changement d'attitude du gouvernement chinois prouvant par le fait même que le coup avait porté et que la leçon avait été entendue ? L'on a cru pouvoir répondre positivement à cette question en notant que la propagande chinoise avait diminué d'intensité⁴. Aucun élément véritablement tangible ne nous permet de partager cette opinion. Si les Chinois furent véritablement ébranlés par la riposte vigoureuse des Soviétiques, ce n'est pas au niveau des mots de la propagande du gouvernement de Pékin qu'il fut possible de le vérifier.

La crise frontalière s'étendit sur environ huit mois, soit du 2 mars 1969, date du premier incident, au 20 octobre de la même année, lorsque les négociations reprirent à Pékin entre les deux parties. Dans cette période critique et relativement longue, les gestes positifs, les manifestations de bonne volonté et certaines négociations se mêlèrent intimement aux insultes, à une propagande soigneusement orchestrée, aux menaces de représailles nucléaires et aux nouveaux incidents qui éclatèrent au cours de l'été.

Au lendemain du nouvel incident du 15 mars, l'évolution future de la crise paraissait devoir être déterminée par l'initiative suivante que l'une des deux parties conviendrait de prendre. Il ne fait point de doute que, dans la semaine qui suivit le 15 mars, toutes les options et tous les scénarios possibles qui en découleraient furent soigneusement analysés par les deux gouvernements. Paradoxalement peut-être, puisqu'elle bénéficiait d'une puissance infiniment supérieure à celle de la Chine, ce fut l'Union soviétique qui choisit d'introduire un élément modérateur dans le conflit. Le 21 mars, en effet, Kossyguine cherche à entrer en contact téléphonique avec les dirigeants chinois. On ne peut que spéculer sur les différentes raisons qui incitèrent le gouvernement soviétique à prendre le premier l'initiative de la négociation.

Comme le note H. C. Hinton, il n'est pas impossible de penser que le Viêt-nam du Nord, soucieux d'éviter l'arrêt de son ravitaillement soviétique par le territoire chinois, ait avec insistance convié l'Union soviétique à régler au plus tôt ce différend⁵. Si d'autres éléments peuvent aussi être mentionnés, on peut surtout estimer que le gouvernement soviétique se devait de prévenir tout rapprochement sino-américain. Le 20 mars, en effet, le sénateur Edward Kennedy signifiait clairement que les conditions actuelles étaient favorables à une redéfinition de la politique américaine à l'endroit de Pékin⁶.

Les dirigeants chinois refusèrent la conversation téléphonique et insistèrent pour que les contacts soient pris normalement par les voies diplomatiques. Le geste soviétique mit très certainement le gouvernement de Pékin dans l'embarras. D'une part, en effet, accepter aussi promptement le dialogue c'eut été faire preuve de capitulation, ou encore avouer une situation mal assurée. Refuser, d'autre part,

4. Thomas W. ROBINSON, « The Sino-Soviet Border Dispute : Background, Development and the March 1969 Clashes », *The American Political Science Review*, vol. LXVI, décembre 1972, n° 4, p. 1190.

5. H. C. HINTON, *op. cit.*, p. 50.

6. *Ibid.*, p. 50.

le geste de bonne volonté manifesté par Moscou, c'eut été accorder aux dirigeants soviétiques un avantage diplomatique et un argument certain pour la propagande. Entre deux maux les dirigeants chinois choisirent le moindre.

Le 29 mars, dans une très longue déclaration remise à l'ambassade de Chine   Moscou, le gouvernement soviétique répondit à la mise au point qu'avaient faite les dirigeants chinois, le 11 mars. La déclaration reprenait et refutait un   un les arguments historiques avancés par la partie chinoise. La note soviétique invitait dans sa conclusion la Chine à « reprendre dans les plus brefs délais les consultations entamées   Pékin en 1964 ⁷ ».

Les dirigeants chinois ne répondirent à cette note que le 24 mai, soit près de deux mois plus tard. Le 1^{er} avril, toutefois, lors d'un discours de Lin Piao devant le IX^e Congrès du parti communiste chinois, celui-ci fit allusion à la note soviétique en précisant que le gouvernement chinois préparait sa réponse ⁸. Dans l'intervalle, et cela jusqu'au 11 mai, les dirigeants chinois demeurèrent silencieux alors que se multipliaient les notes soviétiques. Plusieurs motifs, qu'il nous appartiendra de développer plus loin, ont sans doute incité le gouvernement de Pékin à adopter cette attitude. La raison essentielle nous paraît toutefois être la préparation de la réunion du IX^e Congrès du parti communiste chinois.

Tous les observateurs s'accordèrent à noter que la réunion de ce congrès attendu depuis plusieurs années revêtait une importance particulière au sortir des remous de la révolution culturelle. Du côté chinois, il pouvait dès lors, comme l'a écrit F. Joyaux,

 tre souhaitable de cristalliser l'opinion contre l'U.R.R.S. au moment même où le IX^e Congrès se préparait à faire de l'antisovi tisme une des bases idéologiques du nouveau régime. Cela avait, en outre, l'avantage de reconstituer l'unité du parti, une unité centrée sur l'armée, comme cela allait être proposé au IX^e Congrès quelques jours plus tard ⁹.

Parallèlement à l'utilisation de la crise par le gouvernement chinois pour des fins de politique intérieure et à l'exploitation sur le plan international des visées territoriales des « nouveaux tsars soviétiques », les dirigeants soviétiques ne ménagèrent pas leurs efforts pour rendre crédible leur volonté de négociation. C'est ainsi que, le 11 avril, une note des Affaires étrangères de l'URSS renouvelait la proposition du 29 mars de reprendre les négociations frontalières. La note proposait qu'une conférence soit tenue le 15 avril ou à une autre date qui conviendrait mieux au gouvernement chinois. Les dirigeants chinois choisirent encore une fois de l'ignorer, soit parce qu'ils considéraient que la proposition ne contenait aucun élément nouveau, soit parce qu'ils estimaient qu'il ne s'agissait là que d'une manœuvre destinée à renforcer la propagande soviétique.

7. « Problèmes chinois », *op. cit.*, p. 54.

8. Lin PIAO, « Rapport au IX^e Congrès du parti communiste chinois », *Pékin Information*, n  18, 30 avril 1969, p. 34.

9. François JOYAUX, « Chine : mars-juillet 1969 », *Articles et documents*, 01973, 12 septembre 1969, p. 6.

Le 26 avril les Soviétiques modifièrent leur attitude et proposèrent par la voix du coprésident soviétique, A. Smirnov, de la Commission mixte pour la navigation sur les cours d'eau frontaliers, que les deux parties reprennent les conversations au sein de cet organisme. La commission avait été formée en 1951 à la suite d'un accord réglementant la navigation des deux pays sur les cours d'eau frontaliers. Cette commission s'était réunie déjà quatorze fois, la dernière réunion avait eu lieu à Harbin en 1967. Ses fonctions premières étaient essentiellement techniques.

Le 11 mai, le coprésident chinois Chen Fa-ping acceptait l'idée d'une réunion de la Commission à Khabarovsk ; il en différait toutefois la date proposée pour suggérer la mi-juin. Même s'il est peu aisé de déterminer des points de césure bien précis dans la crise frontalière des relations soviétiques, on peut estimer que l'acceptation chinoise représentait un élément modérateur important dans l'intransigeance manifestée jusque-là.

Pour la première fois depuis le 2 mars 1969 le gouvernement chinois répondait positivement aux avances formulées par l'Union soviétique. On peut, bien entendu, à la lumière des événements qui suivirent, faire valoir que le geste chinois n'était qu'une pause, qu'une concession tactique destinée à faire échec à la propagande soviétique. La conférence internationale des partis communistes qui devait se tenir à Moscou en juin 1969 fut sans nul doute un facteur déterminant dans la décision des dirigeants chinois. Lors de la réunion de la Commission qui se tint effectivement à Khabarovsk, le 18 juin, les représentants chinois tentèrent, semble-t-il, de déborder du cadre des compétences attribuées à l'organisme conjoint. Par le biais des négociations à caractère technique, le gouvernement chinois tenta d'aborder la question fondamentale de la remise en cause des traités frontaliers considérés comme illégaux. L'incompatibilité des objectifs des deux parties lors de ces négociations fut certainement à l'origine de l'interruption des pourparlers le 12 juillet ¹⁰.

Le 24 mai, le gouvernement de Pékin répondait enfin à la note soviétique du 29 mars. Alors que dans le contenu de la déclaration chinoise on développait une argumentation déjà connue quant aux origines du contentieux et à la responsabilité incombant aux Soviétiques, on pouvait déceler assez aisément un ton modéré et l'expression d'une évidente volonté de conciliation. Sans rien concéder sur le fond, c'est-à-dire la nécessité pour les Soviétiques de reconnaître le caractère « inégal » des traités historiques, le gouvernement chinois admettait la nécessité de régler le différend par la voie de la négociation.

Alors que jusque-là les Soviétiques avaient, peut-être pour des raisons de nature tactique, opté pour un comportement modéré, la note qu'ils firent parvenir au gouvernement chinois, le 13 juin, semblait devoir s'écarter de cette ligne de conduite. Certes, l'Union soviétique renouvelait ses propositions de négociations, elle les formulait toutefois sur un ton qui pouvait aisément être perçu comme un ultimatum. Les dirigeants soviétiques proposaient la tenue des négociations à Moscou dans un délai de deux à trois mois.

10. *Ibid.*, p. 6.

Dans les jours qui précédèrent la publication du communiqué soviétique, la situation sembla se détériorer très rapidement sur les frontières. Déjà, le 6 juin, le ministère des Affaires étrangères chinois avait fait parvenir à Moscou une note de protestation où étaient recensés de nombreux incidents survenus depuis le mois de mars aussi bien sur la frontière de Mandchourie que sur celle du Sinkiang.

Les mois qui suivirent furent marqués de multiples affrontements dont le plus sérieux fut celui du 13 août sur la frontière du Sinkiang, dans la région de Semipalatinsk. Peu après cette date, les rumeurs d'une attaque préventive de l'URSS contre la Chine, qui circulaient depuis quelque temps déjà, se firent beaucoup plus persistantes. Par la voix de ses diplomates, de ses militaires et de la presse le gouvernement soviétique orchestrait une campagne destinée à convaincre la Chine que les menaces formulées devaient être prises au sérieux. Dans le même temps, le gouvernement matérialisait son inquiétude en prenant de nombreuses mesures de mobilisation.

La crise paraissait devoir évoluer vers une situation encore plus extrême, lorsque l'on apprit que Chou En-lai et Kossyguine s'étaient retrouvés, le 3 septembre 1969, à Hanoï à l'occasion des funérailles du président Ho Chi minh. Si l'on ne peut être assuré que les deux hommes eurent alors des conversations, l'on sait en revanche que les dirigeants nord-vietnamiens agirent comme médiateurs pour convaincre les deux parties de régler leur différend.

À partir de cette rencontre, qui fut dans une certaine mesure fortuite, le conflit parut devoir entrer dans une nouvelle phase. Les Soviétiques ne modifièrent en rien leur attitude et les menaces de l'emploi possible de l'arme nucléaire furent à nouveau répétées. Les gestes positifs se multiplièrent toutefois, surtout après la rencontre entre Kossyguine et Chou En-lai à Pékin le 13 septembre. Il nous appartiendra de tenter de définir plus loin les raisons ayant poussé chacune des parties à accepter de s'entendre sur une formule de négociation. Qu'il nous suffise ici de rappeler encore qu'à partir du 18 septembre le gouvernement chinois fit preuve d'une évidente bonne volonté qui fut à l'origine de l'ouverture des pourparlers amorcés le 20 octobre 1969.

Même si jusqu'à présent ces négociations n'ont pu aboutir à la définition d'un terrain d'entente entre les positions irréconciliables des deux parties, les différentes réunions qui se tinrent par la suite marquèrent le retour à une situation de *statu quo ante*, formule la plus en mesure peut-être de prévenir un conflit dont les racines plongent bien au-delà des controverses juridiques inhérentes au contentieux frontalier.

II – L'ARRIÈRE-PLAN HISTORIQUE : ANCIENNES QUERELLES, NOUVELLES CONTROVERSES

Tout conflit, tout affrontement doit souvent s'analyser comme l'achèvement d'une évolution historique dont les prémisses ne se retrouvent qu'en reculant au plus loin le champ de notre vision immédiate. Les incidents territoriaux sino-soviétiques de 1969 n'échappent pas à cette contrainte.

S'il va sans dire qu'il est inutile dans le cadre de cette étude de prétendre même retrouver les grandes lignes des relations entre la Chine et l'actuelle Union soviétique, il est bon toutefois de rappeler que depuis l'époque des premiers contacts entre les civilisations russe et chinoise, une certaine tension semble avoir toujours marqué la nature de leurs rapports.

A — Anciennes querelles

Ce fut vers le milieu du XVI^e siècle que l'empire russe entreprit sa pénétration des terres sibériennes. Les aventuriers russes puis les premières missions diplomatiques s'accommodèrent assez mal des humiliations qu'il durent alors subir. La Chine, « empire du milieu », considérait comme vassales les nations périphériques et le cérémonial de réception des étrangers à la Cour de Pékin reflétait en ce sens la marque de sa suzeraineté. Si la xénophobie du « Céleste Empire » s'étendait à tous les pays, y compris le monde occidental, elle n'épargnait pas leurs proches voisins les Russes qui, tout comme les autres, étaient qualifiés de « barbares ». La crainte et le mépris éprouvés par les Chinois envers les Russes étaient peut-être même plus grands que pour les autres étrangers. Dans la langue chinoise, ils étaient qualifiés par les vocables *lo-sha* ou *rashas*, signifiant « diables » ou « démons »¹¹.

La conquête de la Sibérie par la Russie avait rompu l'ordre établi dans ces confins asiatiques et représentait désormais une menace pour l'« empire du milieu ». Parce que la Chine n'avait jamais eu de frontière dans l'acception admise du terme et que la « Grande Muraille » n'avait jamais constitué une frontière politique ou juridique¹², la Cour de Pékin dut se résoudre à négocier une nouvelle délimitation de son territoire et à conclure avec la Russie en 1689 son premier traité avec une puissance étrangère. Pour un temps l'Empire chinois parvenait par le Traité de Nertchinsk à endiguer et détourner la poussée russe en Extrême-Orient.

À partir de la fin du XVII^e siècle, l'expansion de la Russie atteindra la presqu'île du Kamtchatka, puis au XVIII^e siècle les îles Aléoutiennes, et enfin l'Alaska¹³. Au XIX^e siècle, l'alternance des périodes de conflit et de répit cessera. La Russie se joindra aux autres puissances occidentales pour « fouler aux pieds les droits imprescriptibles des Chinois à l'indépendance et à l'intégrité de leurs coutumes et de leurs aspirations nationales¹⁴ ». Les « traités inégaux » qui furent alors imposés à la Chine ne peuvent qu'illustrer le caractère nettement conflictuel des rapports entre les deux empires.

11. T. A. HSIA, « Demons in Paradise : The Chinese Images of Russia », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 349, septembre 1963, p. 28.

12. Voir Owen LATTIMORE, « Origins of the Great Wall of China : A Frontier Concept in Theory and Practice », *Studies in Frontier History, Collected Papers*, 1928.

13. Melvin C. WREN, *The Course of Russian History*, London, 1963, p. 430.

14. M. F. MARTENS, « Le conflit entre la Russie et la Chine, ses origines, son développement et sa portée universelle », *Revue de Droit international et de Législation comparée*, tome XII, 1880, Bruxelles et Leipzig, p. 517.

La Révolution d'octobre 1917 n'apporta pas de modifications profondes dans l'attitude des nouveaux dirigeants russes envers la Chine. C'est ainsi que l'histoire de la double poussée soviétique en Mongolie extérieure et au Sinkiang permet de retrouver formulées en d'autres termes les politiques stratégiques amorcées par les Tsars du XIX^e siècle. Lorsqu'en 1921 fut fondé le parti communiste chinois, il pouvait être légitime de penser que Moscou allait désormais appuyer sans détours ceux qui partageaient la même foi que l'Union soviétique dans l'idéologie marxiste. On sait fort bien qu'il n'en fut rien et qu'aussi bien Lénine que Staline doutèrent que la Chine fût mûre pour une révolution socialiste. Ces réticences apparurent plus évidentes encore lorsque Staline choisit, après la mort de Lénine et de Sun Yat-tsen, d'accorder son soutien au Kuomintang du général Tchang Kai-shek. Même après la défaite du Japon en 1945, Staline demeurait sceptique sur les chances qu'avait le parti communiste de Mao Tsé-toung de prendre le pouvoir.

C'est en gardant à l'esprit cette trame historique, trop hâtive bien sûr, qu'il convient de rappeler quelle fut la nature des relations entre Moscou et Pékin après 1949. En dépit d'une brève période de franche coopération, les relations entre les deux États redevinrent conflictuelles. Sous le couvert d'une controverse idéologique réelle apparurent les premiers indices d'un antagonisme territorial dont le caractère latent ne s'était jamais démenti depuis trois siècles.

B – Nouvelles controverses

Il est aisé pour les observateurs attentifs de déceler en rétrospective dès 1949 les premiers signes de l'opposition qui allait éclater au grand jour dix ans plus tard. Comme on l'a déjà remarqué, « le mariage sino-soviétique se conclut sous le signe de l'ambivalence ¹⁵ ». Si l'on peut douter que les premiers liens de coopération entre les deux États s'établirent dans un contexte nourri d'arrière-pensées, on ne peut cependant nier l'importance et la qualité des relations sino-soviétiques qui allaient s'affirmer jusqu'à l'année 1956.

Durant toute cette période, et plus particulièrement jusqu'en 1953, le gouvernement chinois « tombe alors d'un seul côté », signifiant par là son désir de s'appuyer sans équivoque sur l'Union soviétique. Les raisons de l'attitude du gouvernement de Pékin étaient multiples, elles se situaient aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan extérieur. Si l'appartenance à une idéologie commune légitimait naturellement ce rapprochement, les difficultés intérieures du gouvernement chinois pour assurer son pouvoir et amorcer ses réformes lui imposaient ce choix.

Sur le plan extérieur la Chine alignait ses positions sur les orientations définies par le *Kominform*. C'est ainsi que le gouvernement de Pékin faisait très rapidement porter ses efforts sur les pays colonisés ou semi-colonisés de façon à y introduire les ferments de la lutte révolutionnaire et de la libération. Forte de l'appui de l'Union soviétique, la Chine approuvera la tactique de la lutte armée et, dans

15. François FEJTÖ, *Chine/U.R.S.S. De l'alliance au conflit 1950/1972*, Paris, Éd. du Seuil, 1973, p. 32.

le même temps, fera preuve de hardiesse en tentant de conquérir Tai-wan par la force, en appuyant les communistes vietnamiens dans leur lutte en Indochine et surtout en soutenant l'invasion de la Corée du Sud¹⁶. L'année 1950 scella d'une façon décisive l'excellence des rapports entre les deux États qui conclurent à l'époque une alliance militaire dirigée contre les États-Unis et le Japon. Jusqu'en 1956 les rapports, tant au niveau des partis qu'à celui des États, furent excellents. La Chine et l'Union soviétique affirmaient l'identité de leur vue sur tous les grands sujets mondiaux.

Sur le plan intérieur et plus particulièrement au chapitre de l'économie, le gouvernement de Pékin reçut une aide soviétique non négligeable dont l'importance a pu faire écrire

qu'il ne se trouvait dans l'histoire aucun autre exemple d'État ayant reçu, offert sur un plateau, tous les éléments permettant la mise en place d'un système industriel¹⁷.

L'appui de l'Union soviétique fit cependant naître en Chine, durant toute cette période, des sentiments contradictoires puisque le caractère positif de cette aide s'accompagnait d'une contrepartie plus négative en plaçant l'économie chinoise dans un état de dépendance contraire au nationalisme et à la doctrine du parti.

En 1956, à l'issue de la tenue du XX^e Congrès du parti communiste de l'Union soviétique, se produisit la première fissure. La déstalinisation opérée par Khrouchtchev, sans avoir consulté les dirigeants chinois, puis les crises de Pologne et de Hongrie provoquèrent l'amorce d'une remise en question par Pékin de l'aptitude de Moscou à diriger le mouvement communiste international.

En novembre de 1957, à la Conférence des partis communistes, les dirigeants chinois se flattèrent d'avoir fait rectifier les thèses du XX^e Congrès qu'ils jugeaient erronées¹⁸. La déclaration illustrait les divergences qui existaient désormais sur le plan idéologique, politique et stratégique, et qui allaient se manifester de façon spectaculaire par les attaques chinoises en 1960 contre le révisionnisme soviétique. En guise de représailles, les dirigeants de Moscou choisirent en cette même année de retirer tous les techniciens soviétiques du territoire chinois et d'interrompre brutalement toute l'assistance économique. Ces gestes consummaient ce qui allait devenir le plus grand schisme du mouvement communiste international.

Outre le débat sur l'orthodoxie de la doctrine communément partagée, les arguments invoqués touchaient à la nature de l'impérialisme et au moyen de le contrer, à la coexistence pacifique et à la pertinence d'introduire dans le conflit avec le monde capitaliste les éléments d'une détente entre Washington et Moscou. Sur ces questions le gouvernement chinois avait le sentiment que les règles du

16. Harold C. HINTON, *Communist China in World Politics*, Houghton Mifflin Co., Boston, 1966, p. 26.

17. Arthur G. ASHBROOK Jr., « Main Lines on Chinese Communist Economic Policy », *An Economic Profile of Mainland China I*, p. 22, cité par Robert C. NORTH, *The Foreign Relations of China*, Belmont, Dickenson Publishing Company, 1969, p. 26.

18. J. GUILLERMAZ, *Le Parti communiste chinois au pouvoir (1^{er} octobre 1949-1^{er} mars 1972)*, Paris, Payot, 1972, p. 192.

jeu pouvaient être établies en dehors de sa participation et qu'il serait le premier à en être la victime. La dénonciation d'un accord secret selon lequel l'URSS s'était engagée à fournir une assistance à la Chine dans le domaine nucléaire, le faible appui accordé pendant la crise des îles Quemoy et Matsu en 1958, la prudente indifférence du gouvernement soviétique pendant les crises frontalières sino-indiennes de 1959 et 1962 constituaient pour les dirigeants chinois autant de preuves de la justesse de leur analyse.

À partir de 1962 les deux parties prirent le Tiers-Monde comme enjeu et témoin de leur divergence. Dans chaque forum international, il fut possible de mieux mesurer l'incompatibilité de leur prétention, si bien qu'au sortir de la révolution culturelle il était devenu évident, en dépit de la poursuite de l'intervention américaine au Viêt-nam, que l'URSS était bien devenue pour la Chine l'ennemi principal.

C'est dans ce contexte trop vite profilé que se produisirent les incidents frontaliers du mois de mars 1969. Aboutissement inéluctable d'une dégradation graduelle des rapports entre la Chine et l'URSS, la controverse marqua ainsi le point de départ d'une nouvelle attitude à l'endroit de l'Union soviétique tout en contraignant les dirigeants chinois à repenser la stratégie générale de leur politique étrangère et de la place de cette dernière dans la configuration des forces du système international.

Pour les fins de cette étude la crise frontalière a été divisée en trois phases ou périodes. Ces séquences ont servi de cadre à la collecte des données relatives aux objectifs et aux événements, les uns formulés et les autres provoqués par chacune des parties de la dyade étudiée.

La première de ces phases s'étendant du mois de septembre 1968 au 2 mars 1969, elle couvre, conformément à la méthode retenue dans le projet CADIC, la période des six mois antérieurs à l'événement critique, soit l'incident du 2 mars. Avec cet affrontement on entre dans la phase de crise véritable qui s'achève ou diminue d'intensité, le 11 mai, avec l'acceptation par les dirigeants chinois d'entreprendre certaines négociations frontalières... À partir de cette date la crise, bien que ponctuée encore de quelques tensions, évolue vers son dénouement, si bien que lorsqu'intervient, le 3 septembre 1969, à Hanoï, la rencontre entre Chou En-lai et Kossyguine, les relations entre les deux pays reviendront à la « normale ».

Dans chacune de ces phases nous interrogerons les quelques données chiffrées et compilées dans des tableaux insérés tout au long du texte. Nous analyserons ensuite les résultats obtenus pour nous demander enfin si le cadre d'analyse retenu n'omet pas certaines dimensions et certains facteurs nécessaires à la compréhension de cette crise.

III – LE PROLOGUE

En cette première phase du conflit, que l'on doit qualifier plus justement de pré-crise, les deux parties de la dyade ne laissent pas percevoir par la formulation de leurs objectifs les intentions dont ils seront animés au mois de mars 1969. Cette absence d'objectifs, exprimés directement par les deux gouvernements, ne détonne

pas sur la tendance visible tout au long de la crise à ne pas exprimer clairement ses volontés. Nous reviendrons sur les explications plausibles de cette attitude ; notons d'ores et déjà, cependant, qu'il n'est pas tellement surprenant que, dans un conflit où se produit un décalage entre ce que devraient être les véritables enjeux et ceux qui le sont en réalité, qu'il puisse se faire que les parties impliquées aient de la difficulté à clarifier leur position en situation d'ambiguïté, ou encore aient intérêt à ne pas formuler trop clairement leurs intentions effectives.

Sans articuler elle-même des objectifs, chacune des parties va, cependant, en termes de perception, appréhender les intentions supposées de l'autre. Sur les 70 objectifs de la dyade répertoriés dans cette première phase, soit 22% de l'ensemble des objectifs dénombrés durant toute la période étudiée du conflit, 69 seront exprimés dans les registres 3 et 4. De ce chiffre, 48 ont été codés comme se rapportant à la fonction d'*acquisition*, c'est-à-dire 69%. Quant à l'objet du conflit, il apparaît très clairement que 73% de ces objectifs perçus s'insèrent dans une dimension systémique et, par là-même, à cet enjeu « de nature moins concrète et moins palpable que les autres ¹⁹ », mais de façon plus précise aux problèmes des interactions des unités dans le système et à ceux de la stratification des États dans l'environnement international.

Ces premières constatations, dans cette phase de pré-crise, préfigurent fort bien la conclusion qui s'imposera à la fin de l'analyse du conflit. Le couple acquisition-système est dominant dans cette première phase et le deviendra plus encore dans les phases ultérieures. Ce couple fonction-objet signifie, en d'autres termes, que tout au long de la période étudiée, les deux acteurs de la dyade se percevront comme voulant chacun obtenir en termes de statut, de prestige mais surtout de gains idéologiques un avantage sur l'autre.

L'analyse quantifiée des objectifs perçus dans cette phase de pré-crise ne permet par ailleurs aucunement de déceler l'enjeu territorial à propos duquel l'affrontement se produira de façon spectaculaire au début du mois de mars 1969. Des 69 objectifs relevés en cette phase, 6 seulement se rapportent à un objet territorial. Ils sont formulés par la Chine mais, là encore, ne se réfèrent pas directement aux territoires en litige avec l'Union soviétique puisque le gouvernement de Pékin se contentera de souligner en termes généraux que l'Union soviétique

a suivi sans vergogne une politique de diktat impérialiste et une politique néo-colonialiste de pillage et pris, sans la moindre pudeur, les autres pays comme *objectif de son expansion* ²⁰ et de son agression... ²¹

Si l'analyse globale des objectifs de cette pré-crise montre à l'évidence la prépondérance du couple acquisition-système, l'étude plus détaillée des objectifs de chacune des parties confirme encore davantage cette constatation. C'est en

19. A. LEGAULT *et al.*, « L'analyse comparative des conflits interétatiques dyadiques (CADIC) », *Études Internationales*, vol. IV, n° 4, décembre 1973, p. 490.

20. L'italique est de nous.

21. *Pékin Information*, n° 7, 17 février 1969.

fonction du différend idéologique qui les oppose que les deux parties expriment ce qu'elles croient être les aspirations de l'autre. Ainsi, pour les Soviétiques, les objectifs chinois en ce début de l'année 1968 sont la recherche de l'hégémonie, le chauvinisme, l'antisoviétisme ainsi que la volonté d'accroître les activités subversives pour consacrer le schisme du mouvement communiste international²². Plus de 50% des perceptions soviétiques d'objectifs chinois s'inscrivent dans le couple acquisition-système. Ce qu'il est, à notre sens, fondamental de noter c'est l'absence de tout objectif soviétique pouvant exprimer que le gouvernement chinois souhaite rétablir ou plutôt recouvrer un des enjeux retenus dans cette étude. Nous revenons sur ce point, mais remarquons d'ores et déjà qu'en aucune façon l'Union soviétique ne pense qu'un des objectifs chinois est celui de recouvrer soit en partie soit totalement les territoires perdus.

Il est encore plus évident que les perceptions chinoises d'objectifs soviétiques s'inscrivent dans le couple acquisition-système, soit en fait 57% des objectifs chinois exprimés sous le registre 4. C'est à cette époque le thème de l'encerclement de la Chine qui est le plus exploité par le gouvernement de Pékin. Le gouvernement chinois dira, par exemple,

tout au long de 1968, avec les impérialistes US et les réactionnaires du Japon, de l'Inde, de l'Indonésie et d'ailleurs, la clique révisionniste soviétique n'a cessé d'échafauder un « encerclement » contre la Chine et de rallier à l'échelle mondiale tous les éléments malfaisants afin d'entreprendre des activités criminelles anti-Chine dans la vaine tentative d'isoler notre peuple et les peuples du monde²³.

Dans sa lutte contre Moscou, le gouvernement chinois fera à l'époque flèche de tout bois et s'emploiera à souligner les entreprises expansionnistes soviétiques à l'échelle mondiale tant à propos de l'affaire tchécoslovaque qu'à celle de la politique de Moscou au Moyen-Orient, en Afrique, en Indonésie ou au Japon.

Sur le plan des comportements, on observe une très grande similitude dans les gestes répertoriés pour chacune des parties. Le verbe se substitue en fait à l'action physique et Chinois comme Soviétiques s'invectivent souvent de façon violente. On enregistre dans cette première phase 20% des paroles négatives que les dirigeants chinois exprimeront pendant toute la crise avec un pourcentage très voisin (21%) pour les Soviétiques.

Le discours chinois n'est pas nouveau, les objets au sujet desquels il s'en prend à l'Union soviétique le sont davantage. En cette fin de l'année 1968 la propagande chinoise se déchaîne contre l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie et, en multipliant les citations comme la suivante, associe d'une façon on ne peut plus nette l'Union soviétique aux États-Unis :

22. *Pravda*, 11 janvier 1969, dans *Current Digest of the Soviet Press (C.D.S.P.)*, 29 janvier 1969, vol. XXI, n° 2.

23. *Pékin Information*, n° 2, 13 janvier 1969.

Les peuples de l'URSS, de l'Europe orientale et les autres peuples révolutionnaires du monde entier voient de plus en plus clairement que révisionnisme d'URSS et impérialisme US sont chacals de même tanière²⁴.

Au niveau des perceptions, on note que l'URSS accorde autant d'importance à ce qu'ont fait dans le passé les Chinois qu'à ce qu'ils sont en train de faire. Les dirigeants soviétiques prennent note au passé des accusations chinoises à leur endroit et se contentent de les refuter. Ils s'inquiètent au présent toutefois de la campagne de mobilisation de l'opinion publique internationale entreprise par les Chinois. Il est intéressant de noter aussi que l'Union soviétique n'exprime aucune appréhension à l'égard des gestes que la Chine pourrait diriger contre elle dans le futur.

Du côté chinois les perceptions sont davantage tournées vers les actes d'intrusion territoriale soviétique. Au mois de septembre 1968, les dirigeants du gouvernement de Pékin accuseront des avions militaires soviétiques d'avoir

pénétré au cours de 29 sorties dans l'espace aérien chinois au-dessus de la région de Tonghua, province de Heilongjiang, à des fins d'espionnage, de perturbation et de provocation²⁵.

De façon très évidente le discours chinois perçoit non seulement au passé mais plus encore au présent les menaces que font peser les troupes soviétiques massées aux frontières sino-mongoles et sino-soviétiques. Ces appréhensions territoriales se manifesteront jusqu'à la fin du mois de décembre 1968 et il n'en sera plus fait mention en janvier et février 1969, ce qui aura pour conséquence d'accroître encore la surprise lorsqu'éclatera l'incident très grave du 2 mars.

Il est malaisé dans cette première phase de trouver des liens évidents entre les objectifs exprimés et les gestes posés. Ce qu'il est permis de noter avec certitude c'est l'adéquation dans le niveau où sont repérés les objectifs et les comportements, soit celui de la perception.

Pour la partie soviétique, on note une bonne correspondance entre les perceptions des objectifs et des actes chinois. En d'autres termes, les dirigeants soviétiques perçoivent la Chine comme un État soucieux de se donner à leurs dépens une place dans le système international et perçoivent aussi fort bien les actes chinois de mobilisation de l'opinion publique internationale pour atteindre cet objectif. Pour la partie chinoise, la correspondance est moins évidente ; le gouvernement chinois perçoit lui aussi la volonté soviétique d'atteindre un objectif systématique mais, cependant, au niveau du comportement, perçoit avec une certaine insistance des actions territoriales agressives à son égard. En d'autres mots, les objectifs perçus ont pour objet le système, alors que les gestes, perçus eux aussi, se réfèrent à l'enjeu territorial.

24. *Pékin Information*, 2 décembre 1968, n° 48.

25. *Pékin Information*, 23 septembre 1968, n° 38.

IV – LE CHOC

Au matin du 2 mars 1969, les tirs des mitrailleuses chinoises et soviétiques déchirèrent le silence glacé d'une petite île déserte sur le fleuve Oussouri. Ce qui était qualifié de « différend » devenait dès lors « conflit ouvert », et les deux parties entraient dans une phase dangereuse susceptible de monter davantage encore aux extrêmes.

L'analyse systémique des déclarations des deux protagonistes révèle la formulation d'un nombre relativement faible d'objectifs. La présence de ces objectifs modifie cependant leur absence presque complète dans la première phase. En fait, les 16 objectifs répertoriés, soit 39% des objectifs placés dans les registres 1 et 2 pour l'ensemble des trois phases, ne disent rien quant aux intentions véritables des deux parties puisqu'ils s'inscrivent dans la logique de la guerre de propagande qui va être déclenchée par les deux gouvernements. Une fois encore toutefois cette analyse quantitative fort simple montre que 62% de ces objectifs se concentrent sur un objet systémique, alors que dans le même temps le lieu des combats lui-même incite à croire que l'enjeu est de toute évidence territorial.

Si, en cette phase conflictuelle, il n'est pas possible de distinguer avec certitude sur le plan militaire le vainqueur du vaincu, c'est sur celui de la propagande que l'Union soviétique marque le plus de points. Au plus fort de la crise marquée par les deux affrontements armés, celui du 2 mars et celui du 15, alors que les deux gouvernements déclarent en un même vocabulaire leurs frontières « inviolables et sacrées », au moment où seront publiées les photos des corps des soldats tombés au combat, la *Pravda* écrira que

le gouvernement soviétique est animé dans ses relations avec le peuple chinois par un sentiment d'amitié et a l'intention de poursuivre son action dans cette ligne ²⁶.

Quelques jours après le deuxième affrontement le commandant en chef des troupes frontalières soviétiques déclarera aussi que

l'URSS a toujours désiré consolider la frontière existante par la voix de la négociation de nouveaux traités permettant d'éviter à l'avenir tout désaccord ²⁷.

Cette magnanimité soviétique et cette volonté apparente de vouloir négocier seront interprétées immédiatement d'une façon générale comme une tactique classique s'inscrivant dans la stratégie de propagande. L'on doit toutefois remarquer que l'Union soviétique posera, comme nous le verrons plus loin, certains gestes en accord avec ces déclarations de nature positive.

En cette deuxième séquence du conflit, c'est une fois encore l'analyse quantifiée des objectifs *perçus* qui apparaît la plus intéressante. Les objectifs répertoriés dans les registres 3 et 4 montrent un accroissement sans surprise de leur fréquence par rapport à la phase précédente. Les 81 objectifs codés dans ces niveaux repré-

26. *Pravda*, 4 mars 1969, dans *C.D.S.P.*, 19 mars, vol. XXI, n° 9.

27. *Sovetskaya Rossia*, 19 mars 1969, dans *C.D.S.P.*, 9 avril 1969, vol. XXI, n° 9.

TABLEAU I

Objectifs : Registres 1 et 2

<i>Fonction</i> <i>Enjeu</i>	<i>Dyade</i>	<i>Protec- tion</i>	<i>Acquisi- tion</i>	<i>Déné- gation</i>	<i>Rétablis- sement</i>	<i>Protec- tion</i>	<i>Acquisi- tion</i>	<i>Déné- gation</i>	<i>Rétablis- sement</i>	<i>Protec- tion</i>	<i>Acquisi- tion</i>	<i>Déné- gation</i>	<i>Rétablis- sement</i>	<i>Total</i> <i>N</i>	<i>%</i>
Territoire	Chine URSS					1 4				1		4		5 5 (10)	(25)
Contrôle politique	Chine URSS					1								1 — (1)	(2)
Ressources physiques	Chine URSS										1			1 — (1)	(2)
Enjeu systémique	Chine URSS			1		1 2	1 3	2	1	5 1	8	1	2	17 11 (28)	(69)
Ressources humaines	Chine URSS									1				1 — (1)	(2)
		PHASE I				PHASE II				PHASE III				41	100

TABLEAU II

Objectifs : Registres 3 et 4

<i>Fonction Enjeu</i>	<i>Dyade</i>	<i>Protec- tion</i>	<i>Acquisi- tion</i>	<i>Déné- gation</i>	<i>Rétablis- sement</i>	<i>Protec- tion</i>	<i>Acquisi- tion</i>	<i>Déné- gation</i>	<i>Rétablis- sement</i>	<i>Protec- tion</i>	<i>Acquisi- tion</i>	<i>Déné- gation</i>	<i>Rétablis- sement</i>	<i>Total N</i>	<i>%</i>
Territoire	Chine		3	3			6			2	10			24	9
	URSS					2	5				2			9	3
														(33)	(12)
Contrôle politique	Chine		2	2			2			2	3	3		14	5
	URSS		1	1				1						3	1
														(17)	(6)
Ressources physiques	Chine	1	3	1		1	1				15	3	1	26	10
	URSS		1											1	
														(27)	(10)
Enjeu systémique	Chine		30	7		2	23	3		2	59	13	2	141	53
	URSS	2	8	4			23	12			1			50	19
														(191)	(72)
Ressources humaines	Chine URSS														
														268	100

sentent 26% de tous les objectifs relevés pour toute la crise et pour les 4 registres et 30% des objectifs classés pendant tout le conflit dans les registres 3 et 4.

Ce qu'il est toutefois significatif de souligner c'est bien la très grande loquacité du gouvernement soviétique pendant cette phase et à ce niveau de perception, puisque 68% de tous les objectifs chinois perçus par les Soviétiques seront exprimés par ces derniers en cette phase.

Au contraire, les dirigeants chinois se montreront particulièrement réservés à ce niveau pendant cette seconde phase et ne formuleront que 18% des objectifs codés dans le registre 4, alors que s'amplifiera considérablement le nombre de leurs déclarations dans la phase ultérieure.

Les chiffres les plus éloquentes en cette seconde phase ont trait à l'objet du conflit tel qu'il est perçu par les deux protagonistes. Une fois encore, alors que s'affrontent soldats chinois et soviétiques pour la possession d'un territoire insulaire anodin, chacune des parties perçoit que l'objet du conflit est bien plus de nature systémique que territoriale. Cette deuxième phase du conflit indique que 77% des objectifs perçus sont codés comme ayant un objet « systémique », alors que 16% seulement se rapportent à l'enjeu territorial proprement dit.

La combinaison de l'objet et de la fonction montre par ailleurs la prépondérance du couple acquisition-système. On notera ainsi que 74% des objectifs de cette phase expriment une fonction d'acquisition et que 69% sont codés dans le couple acquisition-système, alors que le couple acquisition-territoire ne concerne que 13% des objectifs perçus. En d'autres termes, chacun des protagonistes perçoit très clairement l'intention de son adversaire d'utiliser le différend territorial pour d'autres buts. C'est ainsi que les Soviétiques écriront que les calculs de la clique de Mao Tsé-toung visent à promouvoir la subversion et le schisme dans le mouvement communiste international²⁸ ou encore que le

groupe de Mao use de son influence sur les pays du Tiers monde afin de discréditer et miner la réputation des États socialistes²⁹.

Les dirigeants chinois, quant à eux, répondront, martelant toujours les mêmes thèmes, que

la clique des renégats révisionnistes soviétiques a complètement revêtu les oripeaux des tsars espérant mais en vain se rediviser le monde en collusion avec l'impérialisme US et établir son hégémonie mondiale du social impérialisme³⁰.

Au chapitre spécifiquement territorial, on notera une très grande symétrie dans la perception des deux parties, non seulement sur le plan de la fréquence, mais également sur celui des arguments et des intentions évoqués. Curieusement, une fois de plus, la fonction de rétablissement n'est pas codée, ceci signifiant en d'autres termes qu'en aucune façon les deux parties n'expriment leur volonté de recouvrer des territoires perdus au détriment de l'autre.

28. *Pravda*, 8 mars 1969, dans *C.D.S.P.*, 26 mars, vol. XXI, n° 10.

29. *Kommunist*, 26 mars 1969, dans *C.D.S.P.*, 30 avril 1969, vol. XXI, n° 15.

30. *Pékin Information*, 17 mars 1969, n° 11.

Comme en tout conflit d'irréductibilité, c'est dans l'histoire que les deux parties puisent leurs arguments, et la Chine comme l'Union soviétique s'accuseront souvent en des termes étrangement semblables d'être animées des mêmes ambitions et d'entretenir les mêmes desseins que leurs ancêtres. L'Union soviétique mentionnera en ce sens que...

les dirigeants de Pékin se proclament ouvertement les héritiers directs des empereurs chinois qui toujours entretenirent une politique d'agression envers leurs voisins du nord, de l'ouest et du sud³¹.

Le gouvernement de Pékin usera des mêmes arguments et souvent de la même formulation pour écrire que

dans sa sphère d'influence, elle (l'Union soviétique) a inclus de vastes territoires d'Europe orientale dans la vaine tentative de s'assurer un empire colonial de type Tsariste... elle regarde comme siens les territoires occupés par les Tsars et étend en plus ses griffes sur des régions non envahies par les Tsars eux-mêmes³².

Alors que dans la première séquence on dénombreait 18% des comportements dyadiques pour l'ensemble du conflit, la seconde phase va, bien entendu, faire porter le pourcentage de ceux-ci à 37%. Si, en chiffres absolus, les comportements chinois sont dans cette phase plus nombreux que les comportements soviétiques, en termes de pourcentage, l'URSS avec 55% du total de ses gestes, l'emporte sur la Chine qui ne manifestera que 29% de l'ensemble de ses comportements.

Sans accorder à ces chiffres une importance exagérée, il est cependant intéressant de remarquer qu'en cette seconde phase l'Union soviétique exprimera plus d'objectifs que la Chine et manifestera aussi plus de comportements. Il sera souhaitable de revenir ultérieurement sur ce point.

S'il n'y a rien de surprenant à noter que l'on dénombre dans cette phase 59% des actions négatives des deux acteurs dyadiques, il est en revanche plus important de souligner que les paroles négatives soviétiques seront, en pourcentage, plus importantes que les paroles chinoises (59% contre 28%).

Il est remarquable également de répertorier 50% des gestes positifs soviétiques dans cette phase, alors qu'on en dénombre aucun du côté chinois. L'analyse des événements colligés dans cette étude au jour le jour, en fonction de leur nature, permet d'ores et déjà de mettre en relief quelques interprétations plausibles issues des faits.

Du côté soviétique, l'étude quotidienne des gestes démontre, contrairement à ce qui a déjà été écrit sur le sujet, que la propagande soviétique ne s'est pas déclenchée avec beaucoup d'ampleur durant les quelques jours qui suivirent le premier incident frontalier du 2 mars³³. On ne retrouve en revanche aucune pause,

31. *Izvestia*, 2 mars 1969, dans *C.D.S.P.*, 9 avril 1969, vol. XXI, n° 12.

32. *Pékin Information*, n° 10, 10 mars 1969.

33. Un article de Harold MUNTJE-KAAS, « Keeping Out of Touch », dans *Far Eastern Economic Review*, 10 avril 1969, p. 93, confirme toutefois cette constatation. L'auteur note que l'Union soviétique a laissé à la Chine un avantage dans la guerre ouverte de propagande mais a, dans le même temps, mené une politique d'information très active auprès des ministères des Affaires extérieures des pays occidentaux.

aucune hésitation, dans les gestes soviétiques immédiatement postérieurs au 15 mars. Le volume de la propagande soviétique étant à ce moment très important et même supérieur au comportement chinois des 16, 17 et 18 mars. Ces brèves constatations peuvent confirmer partiellement la thèse de la responsabilité chinoise pour le premier incident et celle du gouvernement soviétique pour le second, le volume des paroles négatives et, partant de la propagande, devenant l'indicateur de la culpabilité. Cette interprétation se confirme davantage encore lorsque l'on constate l'importance des paroles négatives chinoises qui suivirent le premier incident, alors que le second ne déclencha qu'une propagande plus modeste. L'analyse des menaces formulées par la partie chinoise pourrait vérifier encore cette conclusion, puisqu'il est aisé de noter que le gouvernement de Pékin formulera 70% de ses menaces entre le 2 et le 15 mars.

À la suite du deuxième incident, les dirigeants chinois n'oseront plus, semble-t-il, faire preuve d'autant d'audace dans leurs propos.

Sur le plan de la perception des actes de chacun des protagonistes, on note que les dirigeants chinois appréhendaient d'autres actions militaires pour le futur, alors que du côté soviétique cette même conviction était équilibrée par la confiance de voir le gouvernement chinois se résoudre à négocier. Une des caractéristiques, en fait, de cette phase extrêmement conflictuelle sera l'insistance des Soviétiques à amener les dirigeants chinois à composer. C'est ainsi que le 21 mars le premier ministre Kossyguine cherchait à entrer téléphoniquement en contact avec Pékin ; les 29 mars et 15 avril, des notes du ministère des Affaires étrangères soviétiques invitaient les Chinois à reprendre les négociations frontalières interrompues en 1964 et, enfin, le 26 avril, le gouvernement soviétique proposait de reprendre les pourparlers de la commission fluviale conjointe. À chacune de ces dates l'analyse quotidienne des gestes soviétiques révèle, soit l'absence totale, soit une diminution remarquable des paroles négatives et, par là même, de la propagande contre Pékin.

V - L'APAISEMENT

Le 11 mai 1969 la crise entre les deux plus grands États socialistes parut vaciller vers sa pente descendante. À cette date, en effet, le gouvernement chinois acceptait de répondre favorablement à la proposition soviétique du 26 avril de reprendre les négociations sur les frontières fluviales. Il s'agissait, en fait, pour les deux parties, de ranimer les travaux d'une commission mixte sino-soviétique étudiant depuis quelques années la navigation sur les fleuves frontaliers. Si la réponse chinoise ne constituait en aucune façon un accord à la proposition soviétique du 29 mars à l'effet de reprendre les véritables négociations frontalières interrompues en 1964, il était néanmoins possible de la considérer comme une première brèche dans l'intransigeance manifestée jusque-là.

La simple observation des objectifs répertoriés dans cette troisième phase de la crise permet, d'une façon générale, de noter un net accroissement de la fréquence de ces derniers par rapport aux phases précédentes. C'est ainsi qu'en phase III sont exprimés 46% de tous les objectifs relevés pendant la crise - et

TABLEAU III

Interactions par catégories, par phases, pour chacun des acteurs

CHINE → URSS	PHASES							
	I	II	III	N	%			
Châtiment	—	4	1	5	1,3			
Interférence	—	4	1	5	1,3			
Mobilisation	—	—	—	—	—			
Gestes négatifs (1)	0	8	—	10	2,6			
Menace	1	10	8	19	4,9			
Conditionnement négatif	69	86	165	320	83,7			
Paroles négatives (2)	70	96	173	339	88,6			
Commentaire (3)	1	6	10	17	4,4			
Consultation (4)	—	—	2	2	0,5			
Appel d'aide			6	6	1,6			
Conditionnement positif (5)	1	—	6	7	1,8			
Promesse	—	—	2	2	0,5			
Total (1-2-3-4-5)	72	19%	110	29%	201	52%	383	100%

URSS → CHINE	PHASES							
	I	II	III	N	%			
Châtiment	—	5	4	9	5,6			
Interférence	1	2	4	7	4,3			
Mobilisation	—	2	1	3	1,9			
Gestes négatifs (1)	1	9	9	19	11,8			
Menace	—	4	2	6	3,7			
Conditionnement négatif	22	58	18	98	60,5			
Paroles négatives (2)	22	62	20	104	64,2			
Commentaire (3)	5	8	3	16	9,9			
Consultation (4)	1	—	2	3	1,9			
Appel d'aide	—	10	2	12	7,4			
Conditionnement positif (5)	—	—	5	5	3,1			
Promesse	—	—	3	3	1,9			
Total (1-2-3-4-5)	29	18%	89	55%	44	27%	162	100%

cela dans les quatre registres – comparativement à 31% pour la phase II et 23% pour la première phase. Dans la relative abondance d'objectifs classés en premier lieu dans les registres 1 et 2 – soit 58% de l'ensemble des trois phases – il convient de distinguer le grand nombre d'objectifs chinois. En effet, et cela contrairement à la tendance qui s'était jusqu'alors manifestée, c'est le gouvernement de Pékin qui va le plus souligner ses volontés. Sur les 24 objectifs dyadiques notés dans les registres 1 et 2 pendant la troisième phase on relève 20 objectifs chinois. C'est dire plus encore que les dirigeants chinois vont, en cette phase, formuler 80% de leurs objectifs dans la crise, à ce niveau.

À l'inverse, l'Union soviétique très loquace pendant la phase précédente – 75% de tous ses objectifs – fait désormais preuve d'un mutisme certain avec seulement 4 objectifs. Considérés sous le seul angle des objectifs systémiques, tous ces phénomènes sont davantage encore mis en relief par le graphique 1, où l'on peut observer aisément dans cette phase postconflictuelle l'écart entre la fréquence de formulation des objectifs chinois et celle des objectifs soviétiques. (Voir graphique 1.) Nous reviendrons plus loin dans cette étude sur les explications possibles à donner à cette inversion dans la fréquence des objectifs exprimés par chacune des parties de la dyade. Notons cependant, dès maintenant, qu'en acceptant la proposition soviétique d'entamer des négociations, même à caractère technique, le gouvernement chinois était ainsi contraint de faire savoir à la fois ce qu'il ne pouvait concéder et ce qu'il souhaitait obtenir. Les objectifs chinois à ce propos se nuancent en fonction des menaces de plus en plus nettes de l'Union soviétique et de l'inquiétude véritable qui semble régner à Pékin. Ainsi, après avoir déclaré, le 24 mai, que tous les traités « devraient être annulés³⁴ », le gouvernement chinois ajoutait, quelques jours plus tard,

...cependant, considérant que ces traités furent imposés à la Chine par l'impérialisme tsariste alors que les peuples chinois et russe se trouvaient l'un comme l'autre privés de tout pouvoir... le gouvernement chinois animé du désir de préserver l'amitié révolutionnaire entre les peuples chinois et soviétique est toujours disposé à prendre ces traités inégaux comme base pour délimiter l'alignement de l'ensemble de la frontière entre les deux pays et résoudre tous les problèmes relatifs à la frontière³⁵.

Si, à ce niveau, l'on ventile ces objectifs en fonction de leur objet, c'est une fois de plus l'enjeu systémique qui est de loin le plus important (71%), suivi de fort loin (21%) par l'enjeu territorial. Le couple acquisition-système est de nouveau la combinaison où se classent le plus les objectifs, soit 36% des objectifs dans cette phase.

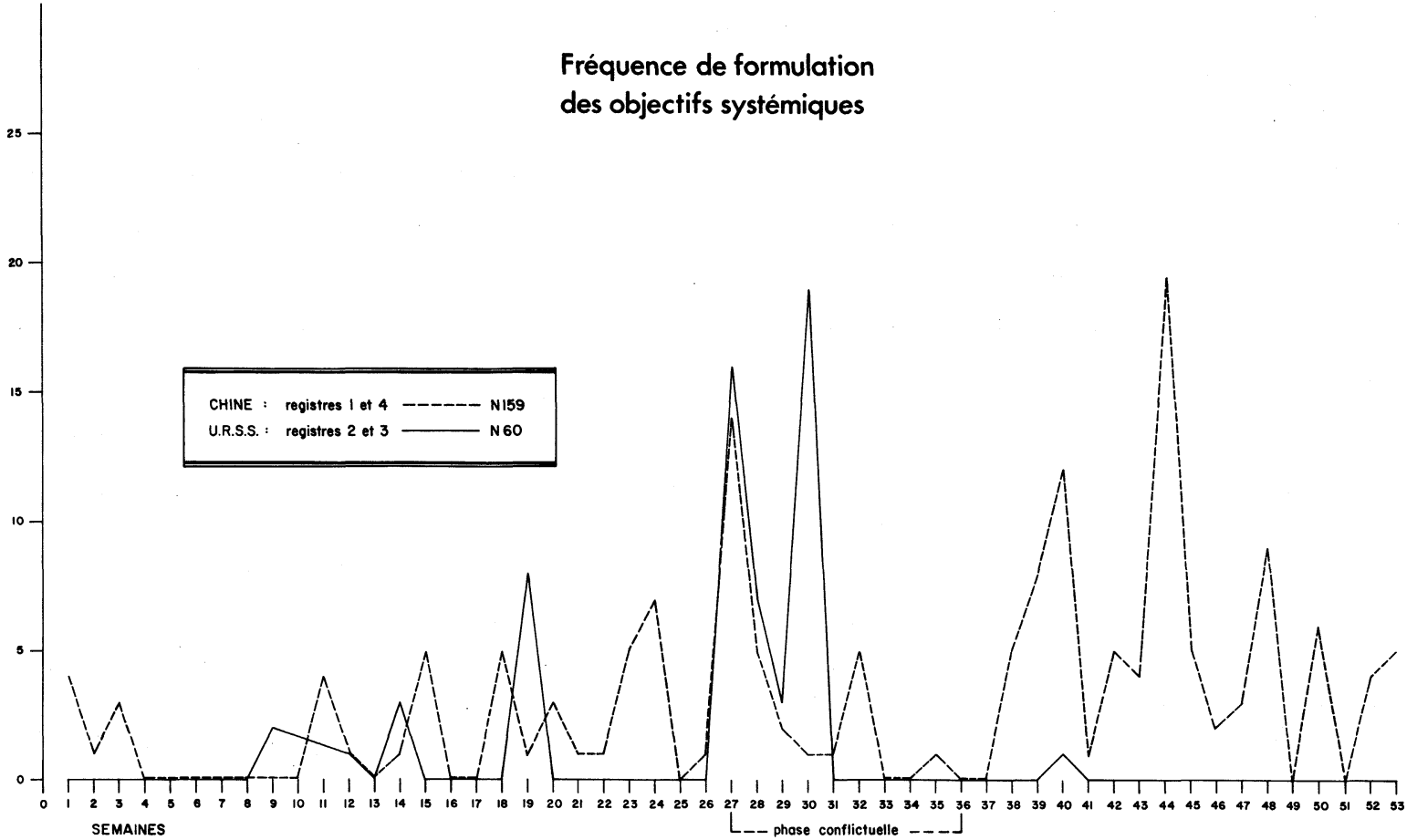
Au niveau de l'analyse des objectifs perçus par chacun des membres de la dyade, on note un accroissement sensible de la fréquence des perceptions, soit en cette phase 44% des objectifs durant toute la crise comparativement à 30% en phase II et 26% en phase I. Il convient cependant de souligner que dans cette

34. Déclaration du Gouvernement de la République populaire de Chine, N.C.N.A., 23 mai 1969, dans *Survey of China Mainland Press*, S.C.M.P., 24 mai.

35. *Pékin Information*, 2 juin 1969.

GRAPHIQUE 1

Fréquence de formulation des objectifs systémiques



dernière séquence du conflit, ce sont essentiellement les dirigeants chinois qui vont s'employer à exprimer ce qu'ils pensent être les intentions de leurs opposants soviétiques. Si bien que sont formulés, en phase III, 56% de tous les objectifs perçus par le gouvernement de Pékin pendant toute la crise, et que les perceptions chinoises proprement dites de la troisième phase représentent 97% des objectifs répertoriés à ce niveau.

L'absence presque totale de perceptions soviétiques ne permet pas une analyse comparative des objectifs perçus par les deux protagonistes ; on doit remarquer cependant que cette asymétrie évidente est conforme à celle des registres 1 et 2 de cette même phase. Une fois encore, il semble que la partie soviétique tient à faire preuve dans ses propos d'une grande réserve, alors qu'au contraire, le gouvernement chinois estime qu'il lui appartient de lancer verbalement une contre-offensive de grande envergure.

D'une façon générale, l'analyse des perceptions chinoises montre que ces dernières se situent à un niveau global s'interprétant davantage en terme de stratégie de propagande qu'en appréhension d'objectifs soviétiques spécifiques. De nouveau, l'enjeu le plus évident se situe au niveau du système, alors que l'objet territorial n'est que marginal. Les propos des citations suivantes reflètent bien la nature de l'ensemble des perceptions chinoises où se manifeste le souci du gouvernement de Pékin d'insérer ses problèmes frontaliers dans une vaste stratégie expansionniste soviétique :

Les révisionnistes soviétiques se servent également de leurs forces navales pour soutenir leur compétition avec l'impérialisme américain afin de s'approprier matière premières et marchés, se réserver des pays vassaux, s'assurer des positions stratégiques importantes ou des sphères d'influence et resserrer leur contrôle politique sur les pays d'Asie et d'Afrique et intensifier le pillage économique de ces derniers ³⁶.

Dans la même veine, le gouvernement de Pékin déclarera encore :

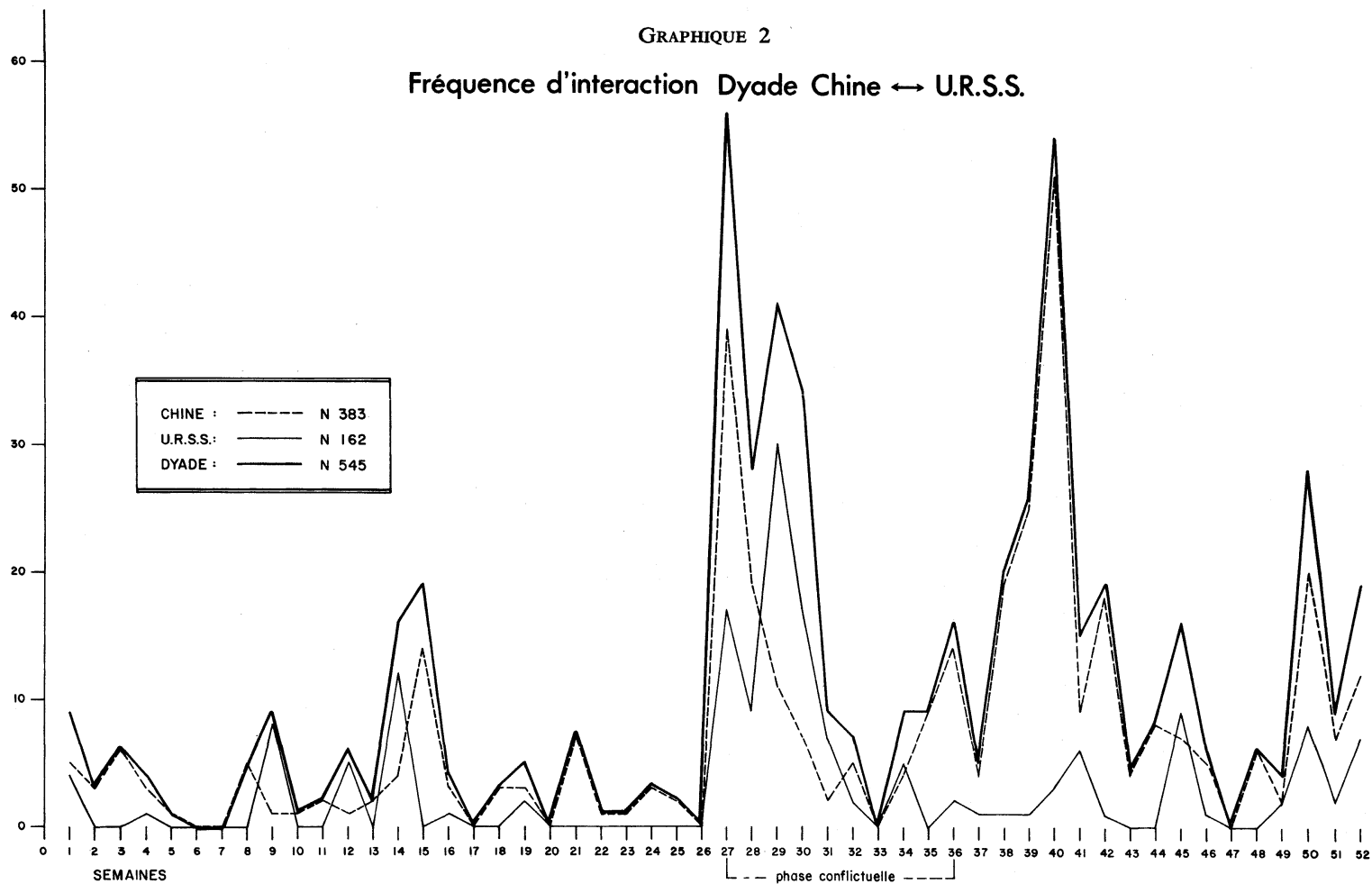
En octroyant « une aide », le révisionnisme soviétique vise non seulement à piller les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine mais surtout veut contrôler politiquement les pays bénéficiaires pour y établir sa domination coloniale de nouveaux Tsars ³⁷.

Si en cette dernière phase du conflit les comportements apparaissent plus nombreux que dans les séquences précédentes, soit 45% du comportement des acteurs de la dyade contre 37% en phase II et 18% en phase I, il importe de remarquer, comme pour les objectifs, que les comportements chinois représentent 82% des actions codées dans cette phase. Le graphique 2 souligne avec une très grande clarté cette asymétrie entre les comportements de la Chine et ceux de l'Union soviétique. Ce qui, au premier abord, paraît être une seconde crise dans le graphique ne constitue en fait que l'indication de la propagande bruyante que va mener le gouvernement chinois dans cette phase postconflictuelle. (Voir graphique 2.) Pour chacune des parties, la fréquence de formulation d'objectifs

36. *Pékin Information*, 30 juin 1969, n° 26.

37. *Pékin Information*, 14 juillet 1969, n° 28.

GRAPHIQUE 2

Fréquence d'interaction Dyade Chine \leftrightarrow U.R.S.S.

est donc en accord avec celle de ses gestes. Une observation plus détaillée permet cependant de montrer la véritable nature des actions. On remarque ainsi, du côté chinois, une outrance dans le verbe, c'est-à-dire dans les paroles négatives (51% du comportement chinois dans cette phase), qui n'est pas en accord avec la prudence de l'action, c'est-à-dire les gestes négatifs (20% seulement du comportement chinois dans cette phase contre 80% dans la phase précédente). En d'autres termes, parallèlement aux insultes scandées par la propagande chinoise, on découvre une volonté d'aboutir rapidement à un règlement ou à une stabilisation du différend. Il est tout à fait remarquable de noter que c'est dans cette phase que le gouvernement de Pékin va exprimer 93% du total de ses paroles positives dans le conflit et qu'à six reprises il lancera un appel à la négociation, ce qu'il n'avait jamais fait dans les phases précédentes.

Si, de son côté, le gouvernement soviétique paraît atténuer le volume de sa propagande et, par là même, de ses paroles négatives, on observe en revanche que les actes soviétiques indiquent la recherche d'un équilibre entre la fermeté et la conciliation. En d'autres termes, l'URSS manifesterà en cette phase 47% de tous ses gestes négatifs relevés durant toute la crise et exprimera dans le même temps 50% de toutes ses paroles positives prononcées pendant le conflit.

Les techniques de codification des événements utilisées dans ce projet permettent de révéler les perceptions qu'ont chacune des parties de leurs actions réciproques. En cette troisième phase, c'est au futur que se conjuguent la majorité des perceptions soviétiques. De façon assez nette, l'URSS estime que ses adversaires chinois vont négocier et faire des concessions. Le gouvernement chinois, au contraire, puise de nouveau dans le passé la signification des actes soviétiques. Les perceptions chinoises exprimées au futur donnent une importance égale aux possibilités de nouvelles interventions armées soviétiques comme à celles de négociations prochaines.

VI - L'ANALYSE DES RÉSULTATS

Le conflit frontalier sino-soviétique de 1969 fit resurgir de vieux réflexes inscrits au plus profond de l'inconscient collectif. Il ne fut toutefois pas ce signe avant-coureur d'une fatalité marquée au coin d'un déterminisme historique appelant le choc inéluctable de deux grandes civilisations. L'analyse systématique des objectifs et des comportements des deux protagonistes révèle bien plutôt que les heurts frontaliers ne furent que le prétexte à un affrontement dont les enjeux étaient fort éloignées de la nature de ceux qu'il est coutume d'observer dans un différend territorial.

L'escalade de la violence marque traditionnellement les conflits d'irréductibilité. L'État revendicateur s'appuie sur ses droits historiques pour réclamer le retour d'une terre dont il a été injustement spolié, alors que l'État défenseur, par une prompt riposte, s'insurge contre cette agression au nom du caractère inaliénable de sa souveraineté et du caractère sacré de son territoire. Dans la dynamique de

l'incompatibilité revendication-protection, chaque État double ses arguments historiques de considération de nature ethnique, linguistique mais aussi économique.

La crise étudiée ne peut se comprendre en fonction de ce schéma classique. Par deux fois, en mars 1969, des soldats des deux camps tombèrent au champ d'honneur, persuadés de sauver le territoire sacré de la patrie, alors que dans le même temps leurs gouvernements et leurs partis s'affrontaient en fait idéologiquement sur la place que chacun devait tenir au sein de la communauté socialiste prolétarienne. Dans la mesure, en effet, où il serait possible d'établir un lien entre les objectifs exprimés directement ou formulés en terme de perception et les types d'actions qui peuvent être entreprises, on pourrait conclure que les comportements conflictuels des deux membres de la dyade ne furent que marginalement en rapport avec l'enjeu territorial.

Parce que ce projet d'étude comparative des conflits attribue une place fondamentale aux objectifs exprimés en situation d'interaction dyadique, il permet de cerner avec justesse les véritables enjeux désignés par les adversaires eux-mêmes. Alors que beaucoup d'études sur les crises, captives d'un modèle stimulus-réaction qui accorde aux comportements la détermination d'autres actions, réintroduisent souvent de façon intuitive la notion d'enjeu dans l'analyse comportementale, il nous est possible ici de souligner avec une grande précision ce que chacune des parties impliquées souhaite ou feint de vouloir, cette dernière alternative n'ayant qu'une importance assez relative. La dissimulation des intentions véritables par l'énoncé de faux objectifs n'est pas le propre des individus, elle est aussi celle des États qui, pour des raisons tactiques, ont souvent intérêt à induire en erreur leurs adversaires. Ceci n'est toutefois pas un véritable obstacle puisqu'en dernière analyse chacune des parties s'appuie sur une stratégie qui, dans le cours du temps, sera révélée par l'expression d'objectifs, parfois en mutation, qui laisseront voir leur vraie nature et, par là même, les intérêts véritables des gouvernements qui les formulent.

Dans le cas présent, répertorié sous la double perspective de leurs fonctions et de leurs objets, les objectifs chinois et soviétiques se cristallisent, et cela de façon remarquable, sur un enjeu systémique – 71% de tous les objectifs exprimés ou perçus de la dyade – qui laisse loin derrière l'enjeu territorial qu'il eut été possible de qualifier *a priori* comme l'enjeu le plus significatif – 14% de tous les objectifs exprimés ou perçus.

On pourrait, à cette étape de notre réflexion, opposer l'objection classique selon laquelle l'aspect quantitatif d'un enjeu n'est pas forcément en corrélation directe avec l'importance qu'il revêt dans un conflit. L'objection est sérieuse et repose sur le problème bien connu de la pondération délicate à effectuer dans les enjeux déterminants de nature diverse. Pour le conflit sino-soviétique de 1969, nous pensons qu'un élément de réponse à cette objection permet d'en contourner l'à-propos de l'argumentation. Il est en effet dans la logique des conflits d'irréductibilité d'observer que chacune des parties tend à faire valoir des droits visant à la restitution de territoires perdus ; or jamais dans les trois phases de cette crise *a priori* territoriale, il n'a été possible de repérer un objectif tant chinois

TABLEAU IV

Objectifs dyadiques : trois phases et quatre registres

Enjeu	Fonction Dyade	Protection	Acquisition	Dénégation	Rétablissement	Total					
						N	%				
Territoire	Chine	3	19	7		29	9%				
	URSS	7	7			14	5%				
						(43)	(14%)				
Contrôle politique	Chine	3	7	5		15	5%				
	URSS		1	2		3	1%				
						(18)	(6%)				
Ressources physiques	Chine	2	20	4	1	27	9%				
	URSS		1			1	—				
						(28)	2%				
Enjeu systémique	Chine	10	121	26	2	159	51%				
	URSS	4	35	18	3	60	20%				
						(219)	(71%)				
Ressources humaines	Chine	1				1					
	URSS										
						(1)					
Total		30	10%	212	68%	62	20%	6	2%	309	100%
	Chine	19		167		42		3		231	75%
	URSS	11		44		20		3		78	25%

que soviétique exprimant la volonté ou le simple souhait de recouvrer une terre perdue.

La position chinoise en ce domaine qui cherche à faire reconnaître l'iniquité des traités frontaliers du XIX^e siècle, sans prétendre à une nouvelle redistribution des terres, explique assez bien l'absence d'objectifs chinois codés dans la fonction de rétablissement. Il est en revanche beaucoup plus surprenant que l'URSS n'exprime pas en termes d'objectifs perçus son inquiétude sur les intentions territorialement revendicatrices de la Chine. Il y aurait eu là un argument soviétique de plus ne détonnant pas dans la panoplie des moyens de propagande. Nous croyons en fait que l'Union soviétique ne pouvait user de cet argument, car exprimer la volonté de la Chine de recouvrer des territoires équivalait à dire ou à laisser supposer que la Chine avait bien un droit réel sur ses territoires, l'expression « recouvrer » laissant, bien sûr, entendre que l'on veut obtenir quelque chose qui a déjà été sien.

C'est là un débat historique dans lequel le gouvernement soviétique ne voulait pas de nouveau s'engager ; déjà en 1964, après que Mao Tsé-toung eût déclaré qu'il y avait trop de lieux occupés par l'Union soviétique, la *Pravda* avait souligné le caractère « enfantin » des arguments historiques invoqués par les Chinois en écrivant :

L'histoire de l'humanité est pleine d'exemples de naissance et de chutes des États, de migration des peuples, au cours desquelles les frontières entre les pays ont plus d'une fois changé. En recourant à la méthode des « références historiques » dans les questions de frontières on peut prouver tout ce qu'on veut³⁸.

L'absence de cette fonction de recouvrement, pour des raisons diverses il est vrai, nous laisse donc penser qu'il est légitime de minimiser l'enjeu territorial dans cette crise.

Afin de convaincre davantage encore il serait fort à propos de noter aussi que d'autres types d'enjeux comme les ressources physiques ou humaines sont, dans les conflits frontaliers, généralement étroitement liés à l'enjeu territorial comme tel. Là encore ces deux enjeux ne semblent pas significatifs. L'enjeu ressources physiques – 9% de tous les objectifs exprimés et perçus de la dyade – n'étant évoqué qu'en termes de perception surtout du côté chinois et l'enjeu ressources humaines n'étant mentionné qu'une seule fois de nouveau par le gouvernement de Pékin. L'absence de référence à cet enjeu est intéressante puisque sept années auparavant les problèmes de minorités nationales avaient constitué la véritable dimension d'une crise frontalière beaucoup plus profonde sur la frontière de Sinkiang³⁹.

Dès lors, si d'une façon indéniable 71% des objectifs se concentrent sur un objectif systémique, celui-ci ne trouve son sens véritable que dans la fonction

38. « À propos d'un entretien de Mao Tsé-toung avec un groupe de socialistes japonais », *Pravda*, 2 septembre 1964, reproduit dans *Notes et Études documentaires*, 7 mars 1966, n° 3270, p. 45.

39. Voir, entre autres, Henry G. SCHWARTZ, « The Chinese Communist Army in Sinkiang », *Military Review*, mars 1965, pp. 69-79 et Hemen RAY, « Sino-Soviet Rivalry in Sinkiang », *Studies on the Soviet Union*, Munich, vol. 4, n° 3, 1965, pp. 37-46.

qui le supporte. Parmi toutes les combinaisons des couples possibles fonction–objet, le couple acquisition–système rassemble 50% de tous les objectifs de la dyade et, dans une symétrie parfaite, chacune des parties y inscrit 52% de ses objectifs.

La concentration extrême des objectifs sur un même objet et leur insertion dans une combinaison d'incompatibilité totale constituent des indicateurs puissants de la gravité d'un conflit. Ce profil souligne la tendance de la crise à monter aux extrêmes et par le fait même la difficulté à trouver des formules de compromis consistant généralement à substituer un intérêt à un autre.

Dans la crise sino-soviétique de 1969, ces remarques doivent être nuancées par le fait que l'objet en question peut être éclaté en de multiples dimensions et par là-même en de multiples objets. La nature de cet enjeu est floue, non pas seulement parce que les catégories retenues dans notre cadre d'analyse sont imprécises, mais aussi et surtout parce que les caractères des revendications exprimées par les deux parties le sont également. La « nature moins concrète et moins palpable que les autres⁴⁰ » de cet objet explique ainsi, à notre sens, que l'intensité de la crise se soit relativement bien atténuée. Chacune des parties n'ayant pas eu à faire de concessions majeures sur un enjeu précis, le conflit se dénouera graduellement après que chacun des protagonistes ait tiré sur l'autre les salves de propagande indispensable pour couvrir une retraite sans perte de prestige ou de face. Le caractère multiforme et diffus de l'enjeu explique aussi en partie le nombre d'objectifs relativement faible exprimés directement par chacun des membres de la dyade. À ce niveau, 69% des objectifs ont un objet systémique, alors que seulement 25% – toujours pour les trois phases – des objectifs portent spécifiquement sur un enjeu territorial.

S'il est malaisé pour les deux parties de formuler directement des objectifs précis au niveau systémique, il leur est, en revanche, plus facile au niveau des perceptions d'appréhender ce qui paraît être l'objectif de l'autre. Destinés aux acteurs périphériques de la dyade, les objectifs des registres 3 et 4 alimentent la propagande et s'analysent dans un processus d'entraînement réciproque rappelant la théorie de l'image-miroir. La symétrie, au niveau des perceptions, du couple acquisition–système – soit 51% des perceptions soviétiques et 54% des perceptions chinoises – confirme la pertinence de la comparaison.

Si, dans l'ensemble des trois phases, il est exact de noter une conformité dans la nature des enjeux ainsi qu'une incompatibilité qui perdure au niveau du couple acquisition–système, il convient cependant de noter une absence presque totale d'objectifs soviétiques en phase III. Le cadre d'analyse sur lequel s'appuie cette étude ne permet pas d'avancer les explications les plus plausibles de ce mutisme ; il permet toutefois de remarquer, ce que nous soulignons dans les pages précédentes, que la contrepartie de ce silence se manifeste au niveau des gestes négatifs. En d'autres termes, l'Union soviétique aurait en cette phase substitué la rigueur de l'action à l'outrance du verbe.

40. A. LEGAULT *et al.*, *op. cit.*, p. 490.

D'une façon globale, il est assez malaisé de retrouver dans cette crise une correspondance véritablement significative entre les objectifs et les comportements des deux acteurs.

Deux raisons essentielles peuvent légitimer cette remarque. La première est relative au nombre des objectifs *perçus* exprimés par les deux membres de la dyade. Ces objectifs représentent 87% de tous les objectifs répertoriés dans la crise et ont, comme nous l'avons dit plus haut, une fonction essentiellement de propagande. C'est dire que nous ne les considérons pas véritablement comme des objectifs mais plutôt comme des comportements exprimés sous forme d'objectifs qui ne peuvent déterminer de façon satisfaisante les comportements répertoriés comme tel. Deuxièmement, parmi les 23% d'objectifs exprimés dans les registres 1 et 2, 69% ont un objet systémique qui, compte tenu de sa nature un peu ambiguë, ne permet pas d'affirmer qu'il lui correspond un type particulier d'action. Ceci étant noté, on peut faire valoir qu'il existe peut-être un lien entre le volume important des paroles négatives et la nature de cet objectif situé dans une incompatibilité indiquée par le couple acquisition-système.

L'analyse globale du comportement de la crise montre bien une symétrie entre le volume des comportements négatifs marquant son apparition et celui des comportements positifs indiquant sa résolution. Alors que du côté soviétique il existe une correspondance entre les gestes négatifs et les paroles positives qui se maintient dans les deux dernières phases du conflit, du côté chinois il se produit un décalage assez grand entre les deux types de comportement. En d'autres termes, on peut observer que le gouvernement soviétique cherche à concilier la fermeté dans les actes et la bonne volonté dans le verbe, alors que pour le gouvernement chinois les paroles positives n'apparaissent qu'en dernière phase, tandis que disparaissent presque totalement les gestes négatifs.

Les comportements de la crise vérifient fort bien que, pour les dirigeants chinois, ass ner un seul coup de béton sur la tête d'un adversaire est extrêmement plus grave que de lui adresser mille injures. Ce décalage entre l'outrance du verbe et la prudence de l'action apparaît avec évidence lorsque l'on note que pour toute la crise le rapport entre les paroles négatives (88,6%) et les gestes positifs (2,6%) est de 34, alors qu'il n'est que de 5 du côté soviétique (respectivement 11,8 et 64%). (Voir tableau V.)

VII – LES ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES   LA COMPRÉHENSION

L'interrogation de la dynamique des événements, qu'il soit ou non possible de la mettre en relation avec les objectifs, ne peut donner d'une façon entièrement satisfaisante toutes les réponses nécessaires à la compréhension de cette crise. Bien entendu, « les résultats de la mesure statistique peuvent au moins avoir la vertu négative de déconcerter les impressions premières ⁴¹ ». Ainsi, le traitement quantitatif des objectifs nous a permis de montrer que la crise ne reposait pas sur un enjeu véritablement territorial comme il était possible de le penser *a priori*.

41. Pierre BOURDIEU *et al.*, *Le métier de sociologue*, Mouton, Paris, 1973, p. 28.

TABLEAU V

Interactions par catégories pour la dyade

	<i>Dyade</i>		<i>Chine</i>		<i>U.R.S.S.</i>	
	N	%	N	%	N	%
Châtiment	14	2,58	5	1,3	9	5,6
Interférence	14	2,20	5	1,3	7	4,3
Mobilisation	3	0,55	—	—	3	1,9
(1) Gestes négatifs	29	5,33	10	2,6	19	11,8
Menace	25	4,59	19	5,0	6	3,7
Conditionnement négatif	418	76,70	320	83,6	98	60,5
(2) Paroles négatives	443	81,29	339	88,6	104	64,0
(3) Commentaire	33	6,05	17	4,4	16	9,9
(4) Consultation	5	0,91	2	0,5	3	1,9
Appel et aide	18	3,30	6	1,6	12	7,4
Conditionnement positif	12	3,47	7	1,8	5	3,1
Promesse	5	0,91	2	0,5	3	1,9
(5) Paroles positives	35	6,42	15	3,9	20	12,4
Total (1-2-3-4-5)	545	100	383	100	162	100

La très grande pertinence du projet CADIC est de s'appuyer sur la notion d'*objectif* qui, dans la structure d'une crise, permet bien de mettre en relief les intérêts exprimés de chacune des parties. Or le projet est encore cependant fort tributaire d'un modèle stimulus-réaction dont la logique se conçoit dans les interactions intervenant à l'intérieur d'un niveau dyadique, d'ailleurs à juste titre privilégié ici. L'inconvénient majeur de cette approche, dans le cas ici étudié, est son inclination à conclure que les gestes posés par chacun des protagonistes alimentent, tout en étant « médiés » par les objectifs, les réactions de l'autre.

Dans la crise sino-soviétique de 1969, il se trouve que les actes sont aussi, croyons-nous, fortement déterminés par des raisons internes. Conscient de nous écarter ici quelque peu de la problématique du modèle retenu en nous situant à un niveau de causalité qui n'est pas celui du projet CADIC, nous estimons toutefois important d'aborder brièvement, dans cette partie, les éléments intérieurs permettant d'aborder sous un autre angle la compréhension de la crise.

Ces raisons internes sont à maintes reprises évoquées sous forme de perception par chacune des parties mais volontairement écartées car se référant à des objectifs

internes non conformes aux exigences du niveau dyadique retenu. En deuxième lieu, ces actes sont aussi, bien sûr, largement déterminés par l'impact des conditions extérieures ou l'influence d'acteurs périphériques à la dyade. Si le projet CADIC retient bien cette dernière dimension en faisant intervenir le concept de polarisation, il se trouve que cette crise n'est pas polarisée par des puissances extérieures et, par le fait même, il devient difficile d'évaluer l'importance des acteurs externes à la dyade. Cette situation aboutit alors à un paradoxe évident puisque l'on sait que l'enjeu de la crise est manifestement systémique.

On constate donc qu'il est malaisé, dans une crise dont l'enjeu est aussi multiforme, de trouver une formulation précise d'objectif permettant de circonscrire vraiment les dispositions d'un État. Qui plus est, lorsque cet enjeu systémique s'inscrit avec évidence dans un débat idéologique aussi profond, se déroulant à l'intérieur du mouvement communiste international, il devient presque impossible de dissocier les actions des deux principaux acteurs des échos retournés et amplifiés par les autres acteurs de ce même mouvement. Dès lors il s'avère peut-être risqué de prendre l'expression verbale « comme indicateur des dispositions de l'acte ⁴² ».

Pour saisir, au-delà des résultats obtenus par l'observation des interactions dyadiques, la compréhension plus approchée de cette crise, il importe de la re-situer dans une double perspective : celle des dimensions intérieures et celle des dimensions extérieures à la dyade. Peut-être convient-il, cependant, avant de replacer la crise dans cette double dimension, d'amorcer une brève interrogation sur son déclenchement. S'il ne fait pas de doute que tout au long des phases de ce différend les facteurs extérieurs et systémiques ont eu une importance certaine sur les actions de chacune des parties, on doit, lorsqu'on aborde les raisons de nature interne, se demander si cette crise fut ou non préméditée. Il va sans dire qu'aucune réponse définitive ne peut être apportée à cette question. Dans la mesure toutefois où le premier affrontement frontalier, celui du 2 mars 1969, se serait produit d'une façon purement accidentelle, il deviendrait alors inopportun de chercher à retrouver quelques motivations internes ⁴³.

En fait, la plupart des observateurs s'entendent sur le caractère prémédité de cette crise en manifestant toutefois leurs divergences sur la responsabilité de l'initiative. Alors que Harold C. Hinton ⁴⁴ pense que les hostilités ont été préméditées par les deux adversaires, Thomas W. Robinson ⁴⁵ penche plutôt en faveur d'un premier affrontement déclenché par la partie chinoise. John Gittings, pour sa part, écrit que

42. Nous nous référons ici à la réflexion suivante de P. BOURDIEU *et al.* : « La notion d'opinion doit sans doute son succès, pratique et théorique, à ce qu'elle cumule toutes les illusions de la philosophie atomistique de la pensée et de la philosophie spontanée des rapports entre la pensée et l'action, à commencer par celle du rôle privilégié de l'expression verbale comme indicateur des dispositions de l'acte. Rien d'étonnant si les sociologues qui se confient aveuglément aux sondages s'exposent continuellement à confondre les déclarations d'action ou, pire, les déclarations d'intention avec les probabilités d'action », *op. cit.*, p. 58.

43. Cette hypothèse d'un affrontement accidentel dû peut-être à une initiative militaire locale a été fort bien décrite par T. W. ROBINSON, *op. cit.*, p. 1190.

huit jours seulement avant les incidents du 2 mars – le 22 février exactement – Radio Pékin a choisi le canal inhabituel de son émission en langue vietnamienne pour annoncer que les troupes soviétiques allaient faire des manœuvres dans la Province maritime : c'est à l'agression sur l'Oussouri que la Chine devait alors penser. Il est à présumer que, le 2 mars, on savait parfaitement des deux côtés qu'un grand affrontement se préparait. Comment croire, en effet, qu'une troupe, fût-elle soviétique ou chinoise, eut pris l'initiative de provoquer l'adversaire d'une façon aussi sanglante sans avoir l'accord explicite de l'autorité supérieure ? Que l'incident ait été prémédité ou non, on devait bien s'attendre à quelque chose de ce genre.

L'auteur arrive, cependant, par la suite à la conclusion suivante :

de très fortes présomptions permettent de voir dans l'incident une constante de la politique de l'Union soviétique, politique qui consiste à tracasser les Chinois sur toute la longueur de leurs frontières vulnérables ⁴⁶.

Comme le remarque George Ginsburg qui, lui, estime au contraire que les présomptions de culpabilité se situent du côté chinois, ce n'est qu'en se demandant laquelle des deux parties avait le plus intérêt à utiliser ce conflit territorial que l'on peut parvenir à quelques éléments de réponse ⁴⁷.

Tout de suite après le premier incident, les deux protagonistes ont ouvertement manifesté leur suspicion quant aux motivations intérieures qui pouvaient avoir conduit l'un ou l'autre à préméditer l'affrontement. Très tôt la propagande chinoise fit valoir que la clique des « renégats révisionnistes soviétiques » n'était qu'un tigre en papier puissant en apparence mais faible au fond.

Déchirée par des difficultés insurmontables à l'intérieur du pays comme à l'étranger, elle est au bout du rouleau. Elle espère attiser des sentiments antichinois dans le but de détourner le peuple soviétique de son mécontentement grandissant à l'égard de la domination réactionnaire qu'elle exerce, et d'atténuer sa résistance croissante ⁴⁸.

Le gouvernement soviétique reprit dans le même temps des arguments de même nature en indiquant que toute cette opération avait été montée dans le but

de dissimuler au peuple chinois les véritables objectifs de Mao et de son groupe, de détourner l'attention du peuple des actes inqualifiables commis par les maoïstes, de compléter la mise en place de nouvelles structures politiques issues de ce régime militaro-bureaucratique et d'empêcher le peuple chinois de manifester ses critiques à propos des conséquences graves qui découlaient des idées du « grand Timonier » ⁴⁹.

44. H. C. HINTON, « Conflict on the Ussuri », *op. cit.*, p. 48.

45. T. W. ROBINSON, *op. cit.*, p. 1198.

46. J. GITTINGS, « Les géants s'affrontent », *Far Eastern Economic Review*, 13 mars 1969, traduit dans *Articles et Documents*, 13 juin 1969, n° 01960, pp. 29-30.

47. Voir George GINSBURG, « The Dynamics of the Sino-Soviet Territorial Dispute. The Case of the River Islands », dans Jerome Alan COHEN (ed.), *The Dynamics of China's Foreign Relations*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1973, pp. 1-20.

48. « À bas le social impérialisme révisionniste soviétique », *Pékin Information*, n° 10, 1^{er} mars 1969.

49. *Pravda*, 8 mars 1969, p. 2, dans *C.D.S.P.*, 26 mars 1969, vol. XXI, n° 10, p. 4.

Même s'il s'avère extrêmement problématique d'affirmer et surtout de vérifier empiriquement que les objectifs internes des deux parties peuvent avoir pesé d'un poids plus lourd que leurs objectifs extérieurs, il est extrêmement important de bien prendre conscience que l'on ne peut en aucune façon, sans prendre le risque de distordre abusivement la compréhension de la crise, dissocier les dimensions internes et externes. Car c'est en effet dans une conjoncture bien particulière que survinrent les incidents frontaliers entre l'Union soviétique et la Chine.

Du côté soviétique, les conditions intérieures qui pourraient avoir incité le gouvernement de Moscou à prendre l'initiative de cet affrontement ne sont pas tout à fait évidentes. De nombreux auteurs sont réticents à envisager sérieusement ce type d'argument, même si l'un d'entre eux écrit que

Le groupe Kossyguine avait intérêt à exploiter l'incident également pour des raisons d'ordre intérieur : il lui faut en permanence faire face au lobby militaro-industriel qui veut accroître les dépenses d'armement et développer en particulier les c teux programmes de missiles et autres armes nucléaires. En faisant prendre conscience que le vrai danger pour l'URSS est sans doute plus chinois qu'américain, et que de ce côté, les Russes jouissent d'une avance technique considérable, le groupe Kossyguine pouvait démontrer l'inutilité d'un nouveau programme d'armements, imposer momentanément silence aux intérêts que rassemble le « Pentagone » soviétique. En même temps, on sugg rait fortement que l'URSS ne pouvant se permettre une lutte sur deux fronts, devait le plus tôt possible rechercher un accord avec les Occidentaux. Le groupe Brejnev a des soucis fort différents, mais lui aussi avait intérêt à exploiter rapidement l'incident de l'Oussouri. En dénonçant l'agressivité chinoise, les Brejneviens voulaient créer d'abord une atmosphère d'intense patriotisme, toujours favorable à la mise au pas des dissidents, des « cosmopolites », des libéraux et autres constestataires... comme à la mise en route de budgets militaires. Les « impératifs de la défense nationale » ouvrent la voie, sinon à un « néo-stalinisme », du moins à un renforcement des pouvoirs de la police ⁵⁰.

Du côté chinois, les conditions intérieures qui pourraient avoir incité le gouvernement de Pékin à prendre l'initiative du premier affrontement sont beaucoup plus évidentes. En mars 1969 la société chinoise émerge avec beaucoup de difficultés des convulsions de la révolution culturelle. Les masses comme le parti ont été déchirés par des dissensions dont il était parfois malaisé d'en discerner les véritables enjeux. La lutte s'est déroulée avec en toile de fond la dénonciation du révisionnisme de type soviétique et la condamnation du « Khrouchtchev chinois ». L'appareil du parti est brisé en de multiples factions et il est possible de croire que certaines d'entre elles accepteraient volontiers un rapprochement avec Moscou, ce qui ne paraît en aucune façon devoir être l'orientation du groupe Mao Ts -tong-Lin Piao. Sous la vigilance d'une armée omniprésente se prépare, en outre, la réunion du IX  Congrès du parti communiste chinois dont les répercussions pourraient être très grandes pour l'avenir de la Chine.

50. Philippe DEVILLERS, « Après les incidents de l'Oussouri », *France-Asie*, n  197, 1969.

C'est dans ce climat de tension extrême que survint l'incident du 2 mars et, sans démontrer une relation de cause à effet, nombreux sont les auteurs qui ont noté que l'affrontement arrivait à point non seulement pour mobiliser le peuple chinois, mais aussi pour refaire son unité, hâter les préparatifs du IX^e Congrès et désigner désormais sans ambiguïté quel était l'ennemi principal de la Chine⁵¹.

La simple mention de ces problèmes intérieurs suffit, croyons-nous, à en démontrer l'extrême pertinence dans le déclenchement de la crise et aussi dans son évolution ultérieure. Sur ce dernier point notons, par exemple, que ce n'est pas par hasard si les premiers gestes positifs chinois furent posés seulement après la tenue du IX^e Congrès. Du côté soviétique, ce sont également des considérations intérieures qui inciteront le gouvernement de Moscou à adopter au mois d'août 1969 une attitude de fermeté à l'endroit des dirigeants chinois.

Parce que ce type d'analyse ne concorde pas avec l'approche retenue et privilégiée par le projet CADIC, on ne saurait légitimement en souligner avec insistance la faiblesse. En revanche, le cadre théorique du projet est insuffisant lorsqu'il s'agit de situer dans une perspective synchronique un conflit dyadique non polarisé.

Les arguments voulant démontrer que des facteurs extérieurs à la dyade aient pu avoir une incidence sur le déclenchement de la crise par l'une ou l'autre des parties ne sont pas convaincants et peu d'auteurs s'y arrêtent. La crise dans son évolution ne peut cependant pas être retranchée de la configuration du rapport des forces existant dans le système international à cette époque. Plusieurs faits doivent être évoqués. Il faut, en premier lieu, situer en arrière-plan du conflit l'affaire tchécoslovaque qui survint au mois d'août 1968. Cette intervention, doublée de l'énoncé de la doctrine Brejnev, sera évoquée tout au long de la crise par la partie chinoise. D'une part, au niveau de sa propagande, le gouvernement de Pékin l'associera à l'intervention soviétique sur sa frontière pour dénoncer l'impérialisme et les menées expansionnistes « des nouveaux tsars » ; d'autre part, les dirigeants chinois en craindront la répétition, cette fois à leurs dépens, lorsque les menaces soviétiques se feront plus persistantes.

Dans un deuxième temps, il convient de rappeler la quasi-simultanéité avec les incidents de l'Oussouri de la mini-crise de Berlin qui éclata lorsque le gouvernement de Bonn prit l'initiative de tenir ses élections présidentielles à Berlin-Ouest. La presse soviétique vit dans cette simultanéité une intention délibérée des dirigeants chinois pour se gagner les faveurs de l'Ouest⁵². Les dirigeants de Pékin reprirent presque le même argument en accusant les Soviétiques de capituler dans cette question et de « lécher les pieds des militaristes ouest-allemands afin de faire plaisir à l'impérialisme américain⁵³ ».

51. On trouvera une excellente analyse de la situation intérieure chinoise dans l'article de T. W. ROBINSON, *op. cit.*, *supra*.

52. *Krasnaya Zvezda*, 9 mars, p. 1, dans *C.D.S.P.*, 26 mars 1969, vol. XX, n° 10, p. 5.

53. *S.C.M.P.*, n° 4376, 14 mars 1969, p. 25.

Dans un troisième temps, enfin, la crise frontalière entre les deux grands États socialistes se déroulera en parallèle avec deux données extérieures fondamentales à sa compréhension, soit, tout d'abord, la préparation puis la tenue de la Conférence internationale des partis communistes à Moscou puis, surtout, les prémisses d'un grand jeu triangulaire entre Washington, Pékin et Moscou.

La Conférence internationale des partis communistes qui se tint au début du mois de juin 1969 ne fut, en effet, pas étrangère à la dynamique des relations sino-soviétiques en cette période ; elle seule peut expliquer d'une façon déterminante l'extrême démesure observée entre l'amplitude de la propagande et l'importance relative d'incidents frontaliers qui n'étaient pas les premiers, même s'ils avaient cette fois-ci été plus meurtriers. La Conférence servit de tribune aux orateurs soviétiques qui dénoncèrent les agissements du parti communiste chinois sans parvenir à le faire condamner. La réunion de Moscou eut aussi certainement pour conséquences d'inciter Soviétiques et Chinois à faire la preuve devant les autres partis de leur bonne volonté à résoudre le différend par des moyens pacifiques. Le 7 juin, le gouvernement chinois annonçait qu'il acceptait la proposition soviétique du 23 mai à l'effet de tenir le 18 juin une réunion de la Commission mixte de navigation à Khabarovsk. Six jours plus tard, les Soviétiques se montraient encore plus magnanimes et proposaient de reprendre les négociations globales de la frontière qui avaient été interrompues en 1964.

Dans le même temps, apparaissaient avec de plus en plus de netteté les premiers signes du jeu stratégique qui allaient imprimer dans les années suivantes une réorientation assez spectaculaire des politiques étrangères américaine, soviétique et chinoise les unes par rapport aux autres.

Le jeu avait, en fait, commencé lorsque les dirigeants chinois modifièrent subtilement, en novembre 1968, le ton de leur discours anti-américain et proposèrent la reprise des contacts à Varsovie pour le 20 février 1969. Lorsque survinrent les incidents frontaliers du mois de mars, ce fut au tour de certains milieux américains de plaider pour l'opportunité d'un rapprochement entre Washington et Pékin. Le discours que prononça en ce sens le 20 mars le sénateur Edward Kennedy suscita de profondes réactions aux États-Unis. Certains analystes n'hésitent pas à conclure que ce discours ne fut peut-être pas étranger à la décision de Kossyguine d'entrer le 21 mars en contact téléphonique avec Pékin afin de trouver une solution négociée à la crise⁵⁴.

VIII – CONCLUSION

Nous avons, dans les deux dernières parties de cette étude, montré avec suffisamment d'insistance, croyons-nous, quels étaient les résultats les plus tangibles auxquels nous étions parvenu et nous avons, en contrepartie, indiqué où se situaient les lacunes de l'approche retenue. Il n'est donc pas nécessaire d'insister plus encore.

54. H. C. HINTON, *op. cit.*, p. 50.

Ce qu'il est à notre sens fondamental de mettre en relief c'est bien l'extrême difficulté de l'application à des sociétés closes de la technique des données événementielles. Devant une information totalement contrôlée, l'analyste a toutes les probabilités d'affronter une réalité entièrement controuée. Il n'y a d'autre alternative que de s'en tenir au dépouillement d'une presse officielle ou à celui du discours gouvernemental. Dès lors, sur le fond sonore d'une propagande bruyante, il devient extrêmement problématique de discerner l'inhabituel ou le singulier et il n'est pas sûr que les catégories particulières de comportements puissent avec pertinence rendre compte d'intentions comparables à l'idée que nous nous faisons de celles-ci dans un contexte mettant aux prises, par exemple, des acteurs occidentaux.

Lorsque le gouvernement de Pékin formule « une menace », nous projetons dans son discours une signification qui ne s'apparente pas toujours à la spécificité de son énoncé. Plus important encore pour la pertinence de l'approche retenue ici, lorsqu'il s'agit d'isoler des objectifs dans le discours officiel chinois, sommes-nous véritablement assurés, même si nous avons convenu d'une définition de ce qu'est un objectif pertinent, du caractère adéquat de ce concept comme indicateur potentiel des dispositions de l'acte ⁵⁵.

Il n'est pas évident qu'il faille ici reprendre le débat connu relatif à la spécificité de la société chinoise. Ce qu'il importe plutôt, c'est bien d'indiquer qu'une redéfinition de l'approche et des techniques utilisées dans cette étude pourrait davantage encore ébranler cette spécificité. Contraint de composer avec les matériaux qu'il est possible d'obtenir, c'est par un affinement des catégories dans l'analyse événementielle qu'il sera possible d'approcher mieux encore les subtilités d'un discours apparemment monotone et fastidieux. C'est aussi en précisant beaucoup mieux l'enjeu systémique qu'il eût été possible de qualifier plus vigoureusement une incompatibilité se manifestant essentiellement à ce niveau.

L'étude du conflit frontalier sino-soviétique de 1969 constitue un exemple incommode qui, dans une étape ultérieure, pourrait se prêter assez mal à la vérification des hypothèses proposées dans le modèle de l'analyse comparative des conflits. S'il s'avère impossible, par exemple, d'indiquer quelle fut la variable la plus significative tout au long de ce différend ou si l'on ne peut parfaitement conclure au rôle fondamental des objectifs dans les changements survenus dans cette crise, on peut en revanche accepter l'idée que l'on est parvenu à une « compréhension » plus approchée de la dynamique de cette crise sans avoir pu en cerner des « explications » véritables.

De nombreux « îlots » explicatifs ont, en effet, été détectés mais des pans entiers d'explications ont manqué, si bien qu'il nous est loisible de conclure que c'est au niveau de la description de la crise que les résultats les meilleurs ont été atteints. Est-il possible d'aller au-delà de ce résultat déjà très satisfaisant ou faut-il se résigner, comme le disait Valéry, à considérer seulement les événements comme l'écume de l'Histoire ?

55. On pourra consulter sur cette question fondamentale l'article de TANG TSOU : « Western Concepts and China's Historical Experience », *World Politics*, vol. XXI, juillet 1969, n° 4, pp. 655-691, et plus particulièrement pp. 659-661.